



Mo Ibrahim Foundation

Faits et chiffres 2025

Financer L'Afrique Que Nous Voulons

Principaux éléments

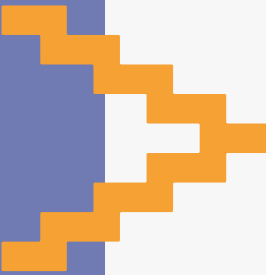
mo.ibrahim.foundation

FB→ /MoIbrahimFoundation

X→ @Mo_IbrahimFdn #IGW

IG→ moibrahimfoundation

Mai 2025



Introduction

1. L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT RELÈVE DU PASSÉ

- 2025 : Une réduction importante de la part des bailleurs historiques
- Qui ne fait que confirmer une tendance plus longue à la diminution des engagements
- La part de l'Afrique dans l'APD mondiale : une perte de 11 points de % en 10 ans

Coup de projecteur : Le système financier multilatéral actuel ne répond pas aux besoins de l'Afrique en matière de financement concessionnel et à long terme

2. POUR LE CONTINENT, LA FINANCE CLIMATIQUE EST TRÈS EN-DEÇÀ DES BESOINS RÉELS

- Les besoins du continent en matière de finance climatique se situent entre 1,6 et 1,9 milliard de dollars, avec seulement à peine plus de la moitié des besoins chiffrés, dans la mesure où les coûts d'adaptation sont à peine pris en compte
- L'Afrique reçoit moins de 3 % du montant total de la finance climatique affectée aux pays en développement
- Pour l'Afrique, la finance climatique risque d'exercer un effet d'éviction sur le financement du développement

3. LA FACTURE DU CONTINENT NE PEUT QUE S'ALOURDIR, QU'IL S'AGISSE DU DÉVELOPPEMENT OU DE L'IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

3.1. Même supérieure à la moyenne mondiale, la croissance économique de l'Afrique reste inférieure à sa croissance démographique

- D'ici 2100, la part de l'Afrique dans la population mondiale fera plus que doubler pour atteindre 3,8 milliards de personnes, soit plus du tiers de la population mondiale (37,5%)
- La progression de la population en âge de travailler en Afrique nécessitera 20 millions d'emplois supplémentaires chaque année

3.2. Les objectifs de développement de l'Afrique sont actuellement hors d'atteinte

- Seuls 6 % des ODD sont en passe d'être atteints en temps voulu (2030) en Afrique
- À la fin du Premier plan décennal (2014-2023) de l'Agenda 2063, les objectifs fixés n'étaient en moyenne atteints qu'à 50% au mieux
- Pour réaliser l'ambitieux Deuxième plan décennal (2024-2033), l'Afrique devra mobiliser 330 milliards de dollars en moyenne annuelle

3.3. Le niveau de développement du continent et sa vulnérabilité à l'impact du changement climatique signifient que l'accès à l'énergie pour tous et l'adaptation au changement climatique sont de loin plus importants que la mitigation.

4. L'AGENDA 2063 DE L'UNION AFRICAINE : « L'AFRIQUE QUE NOUS VOULONS » ... ET QUE NOUS ENTENDONS FINANCER

- L'Agenda 2063 de l'Union Africaine, intitulé « L'Afrique que nous voulons », entend mobiliser au niveau continental 75 à 90 % des ressources nécessaires à la mise en œuvre de ses objectifs
 - Renforcer la mobilisation des ressources fiscales
 - Exploiter l'épargne institutionnelle, par exemple les fonds souverains et les fonds de pension
 - Réduire les flux financiers illicites
 - Maximiser les rentes des ressources naturelles, par exemple dans l'agriculture, l'exploitation minière et maritime
- Le bouleversement de l'APD traditionnelle est un wake-up call et une opportunité pour l'Afrique

Chapitre 1. Maximiser les ressources financières domestiques de l'Afrique

Coup de projecteur : Les ressources financières de l'Afrique : des entrées pratiquement effacées par les sorties

- Environ 920 milliards de dollars d'entrées sous forme de recettes fiscales, fonds souverains, fonds de pension et envois de fonds contre près de 940 milliards de dollars de sorties sous forme de dettes et de sorties de capitaux illicites

1. DETTE ET FUITE DE CAPITAUX ILLICITES ASSÈCHENT LES RESSOURCES FINANCIÈRES DE L'AFRIQUE

1.1. La dette publique extérieure de l'Afrique a presque doublé au cours des dix dernières années

- En dix ans (2014-2023), le stock de la dette publique extérieure de l'Afrique a presque doublé, passant de 349,4 milliards de dollars à 690 milliards de dollars
 - Bien que le continent africain ne soit pas la région la plus endettée (en termes de stock de dette) au niveau mondial, son ratio dette/PIB est le plus élevé au monde à 24 %
 - Pour sept pays africains, la dette publique extérieure représente plus de 50 % du PIB
 - En moyenne pour le continent, le service de la dette représente près de 14 % des dépenses publiques, soit deux fois les dépenses de santé
- 1.2. Fuite de capitaux : L'Afrique perd environ 90 milliards de dollars par an, pratiquement l'équivalent de l'APD reçue (74 milliards de dollars en 2023)**

2. LES RECETTES FISCALES SONT TRÈS EN-DEÇÀ DE LA MOYENNE MONDIALE

2.1. L'Afrique a le ratio recettes fiscales/PIB le plus faible au monde

- Le ratio recettes fiscales/PIB du continent africain est de 16 %, soit moins de la moitié de la moyenne des pays de l'OCDE
- 2.2. Seuls 14 pays africains atteignent ou dépassent un ratio recettes fiscales/PIB de 15 %**
- Seuls 14 pays africains, menés par l'Afrique du Sud, les Seychelles et la Tunisie, ont atteint un ratio recettes fiscales /PIB supérieur à 15 %, considéré comme le minimum nécessaire pour assurer un développement économique durable
 - Au moins 19 pays (sur les 33 avec données), représentant 54,4 % de la population du continent, n'atteignent pas ce ratio de 15 %

2.3. Les impôts sur les exportations, les salaires et la propriété constituent la part la plus faible des recettes fiscales

- Avec 8,1 % du PIB, les impôts sur biens et services représentent la contribution la plus importante, en grande partie sous forme de TVA
- 2.4. Il n'existe pratiquement pas d'impôt sur la fortune en Afrique, alors que son rendement pourrait être conséquent**
- Selon Oxfam, la richesse cumulée des 7 premières fortunes du continent dépasse celle de la totalité de la moitié la plus pauvre de la population totale du continent
 - L'introduction d'un impôt progressif sur la fortune au-delà d'un patrimoine de 5 millions de dollars pourrait rapporter jusqu'à 12 milliards de dollars par an

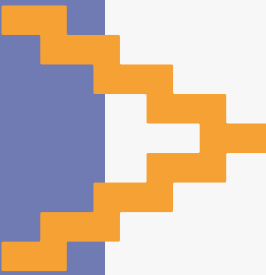
2.5. Exonération fiscale pour les entreprises : une perte de l'ordre de 55 milliards de dollars par an

- En 2020, le Sénégal a perdu 6 % de son PIB en exonérations fiscales, déductions, crédits, reports et taux minorés divers
- 2.6. La moitié des citoyens africains préféreraient payer davantage d'impôts en échange de services publics améliorés**
- La préférence pour des impôts plus élevés est plus répandue chez les 18-35 ans
 - Les NTIC, telles que cartes d'identité connectées entre agences gouvernementales, machines d'enregistrement des ventes, échange automatisé d'informations sur les paiements et IA, sont susceptibles d'améliorer la collecte des impôts

3. FONDS SOUVERAINS, FONDS DE PENSION ET TRANSFERTS DE FONDS AFRICAINS : UN POTENTIEL CONSÉQUENT

3.1. Les fonds souverains africains sont estimés à environ 130 milliards de dollars

- 23 pays africains disposent d'au moins un fonds établi, dont trois évalués à plus de 5 milliards de dollars
- 3.2. Avec près de 220 milliards de dollars, les fonds de pension africains constituent la plus grande source de capital investissable du continent**
- Une cinquantaine de pays africains disposeraient de fonds de pension, mais les informations concernant les montants sous gestion ne sont disponibles que pour 17 d'entre eux
 - Avec plus de 119 milliards de dollars sous gestion, l'Afrique du Sud possède le plus grand fonds de pension, près de 4 fois plus important que le Nigeria, en deuxième position
- 3.3. 90 milliards de dollars de transferts de fonds sont envoyés en Afrique chaque année, représentant plus de 10 % du PIB pour certains pays**
- Dans huit pays, les envois de fonds dépassent 10 % du PIB (20% pour les Comores, la Gambie et le Lesotho)
 - À 7,4 %, le coût moyen des envois de fonds est plus de deux fois supérieur à l'ODD 10.c de 3 % maximum
 - Le patrimoine des HNWI africains est évalué à 2,5 billions de dollars
 - On estime que le nombre de millionnaires africains pourrait augmenter de 65 % au cours des 10 prochaines années



Chapitre 2.

Monétiser les actifs naturels du continent africain

1.

RICHESSSE MINÉRALE

1.1. L'Afrique possède certaines des plus grandes réserves minérales du monde

- 12 pays africains abritent entre 5 % et 78 % des réserves de minerais mondiales
 - 78 % des réserves mondiales de palladium (Afrique du Sud) ; 68 % des réserves mondiales de phosphate (Maroc) ; 55 % des réserves mondiales de cobalt (RD Congo) ; 45 % des réserves mondiales de chrome (Zimbabwe)

1.2. Le modèle d'exportation continue de reposer principalement sur des produits de base non transformés ou semi-transformés

- Une tonne de bauxite brute vaut 65 dollars, mais 2 335 dollars lorsqu'elle est transformée en aluminium (Prix 2023) ; 28,1 % de la production mondiale de bauxite provient de la Guinée.
2.

SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES

2.1. 60 % du potentiel mondial d'énergie solaire

2.2. Le potentiel d'énergie géothermique de la seule Afrique de l'Est est évalué à plus de 20 GW

2.3. Seul 0,01 % du potentiel éolien du continent est exploité à ce jour

2.4. Hydrogène vert : une demande globale en forte progression, mais des ponctions importantes en termes de ressources hydriques et foncières
3.

PATRIMOINE BIODIVERSITÉ ET CAPACITÉS DE SÉQUESTRATION CARBONE

3.1. Le sixième des espèces végétales et le quart des espèces de mammifères de la planète

- La demande globale de crédits biodiversité pourrait atteindre 69 milliards de dollars d'ici 2050

3.2. Les plus importants réservoirs de carbone du monde : forêts, prairies, tourbières et mangroves

- L'Afrique représente 20 % du total des puits terrestres de la planète, soit environ 0,8 gigatonne de CO2
 - Les forêts africaines absorbent 600 millions de tonnes de CO2 chaque année, soit plus que toute autre région
 - L'Afrique pourrait vendre plus de 100 milliards de dollars de crédits carbone par an d'ici 2050
4.

POTENTIEL « BLEU »

4.1. Le « potentiel bleu » du continent pourrait représenter jusqu'à 1 000 milliards de dollars par an

4.2. Pêche et aquaculture

- 98 % des côtes africaines, soit 30 000 km, restent encore inexploitées pour ce qui est des ressources halieutiques
 - L'Afrique continue d'importer pour plus de 6 milliards de dollars de produits de la pêche par an

4.3. Une plaque tournante stratégique pour le transport maritime

- En 10 ans (2011-2021), dont les années COVID, le nombre d'unités de conteneurs transitant par les ports africains a augmenté de près de 50 %
 - Pays appelés à enregistrer une augmentation du trafic portuaire d'ici 2030 : Comores, Gabon, Gambie, Ghana, Madagascar, Maurice, Mozambique, Namibie et Somalie.
5.

POTENTIEL AGRICOLE AFRICAINE : CLÉ DE LA FUTURE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE GLOBALE ?

5.1. 65 % des terres arables mondiales non encore cultivées se situent en Afrique

- Le Nigeria, le Soudan, le Niger et l'Éthiopie figurent dans le top 10 mondial des surfaces arables les plus importantes
 - Le Maroc possède plus d'un tiers (67,6 %) des réserves mondiales de phosphate, essentiel pour les engrais

5.2. Mais la production alimentaire du continent ne représente que 81 milliards de dollars par an

- Et l'Afrique dépense encore 78 milliards de dollars en importations de produits alimentaires
 - Seuls quatre pays africains reçoivent plus de 5 milliards de dollars par an pour leurs exportations de produits alimentaires
 - Le principal obstacle est le gaspillage : 50 % des produits alimentaires sont gaspillés sur le continent en raison du manque d'infrastructures de transformation et d'absence de chaînes du froid
 - Seuls 3 % de la production agricole sont réfrigérés au premier kilomètre en Afrique subsaharienne

Coup de projecteur : l'atout le plus important du continent : sa jeunesse

- Plus de 44 % de la jeunesse mondiale totale d'ici 2100
- 2,4 milliards de personnes en âge de travailler d'ici 2100

Chapitre 3.

Attirer les investissements en Afrique

1.

LE PARADOXE DE L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE : LES RENDEMENTS LES PLUS ÉLEVÉS ET LES VOLUMES LES PLUS FAIBLES AU MONDE

1.1. Le rendement de l'ensemble des IDE en Afrique entre 2006 et 2011 a atteint 11,4 %, soit un taux nettement supérieur à la moyenne mondiale de 7,1 %

1.2. L'attractivité des investissements en Afrique est tirée par trois facteurs

- Une croissance forte dans de nombreux pays et secteurs
 - La forte montée en puissance du nombre de consommateurs : 250 millions supplémentaires d'ici 2030, représentant un marché potentiel de 3 000 milliards de dollars
 - Un secteur privé en plein essor, porté par de jeunes entrepreneurs
2.

MALGRÉ DES RENDEMENTS ÉLEVÉS, LES IDE VERS L'AFRIQUE RESTENT FAIBLES, A 4 % SEULEMENT DU TOTAL MONDIAL

2.1. Si l'Europe demeure la première source d'IDE en Afrique, les pays du Golfe y investissent de plus en plus depuis 2021

2.2. Les flux restent concentrés sur quelques pays et quelques secteurs

- Pres de la moitié des flux d'IDE restent concentrés dans les cinq plus grandes économies africaines
 - Et concentrés sur les secteurs des métaux et des énergies renouvelables

2.3. Les IDE intra-africains ne représentent que 14 % du total des IDE sur le continent
3.

OBSTACLES À SURMONTER : CRÉER LES CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR ATTIRER LES CAPITALAUX

3.1. L'évaluation du risque africain : existe-t-il une « prime de risque » africaine ?

- 16 pays africains n'ont pas encore reçu de notation de crédit souverain et demeurent de fait t exclus du marché mondial des capitaux
 - 2 pays seulement - Maurice et le Botswana - sont considérés comme des investissements de qualité par les 3 grandes agences de notation

3.2. L'environnement institutionnel et réglementaire : la gouvernance est essentielle

3.3. La convertibilité des devises

- L'essentiel des paiements intra-africains transite par des banques non africaines, ce qui ajoute environ 5 milliards de dollars de coûts de transaction par an
 - Volatilité : La plupart des devises africaines se sont affaiblies ces dernières années, 10 pays africains ayant enregistré une perte de PIB en parité de pouvoir d'achat de 100 milliards de dollars depuis 2020
 - Sur les 10 devises les moins performantes au monde, 5 sont africaines, dont le Kwacha zambien, le kwanza angolais et le naira nigérian

3.4. Bourses africaines : la nécessité d'augmenter la capitalisation boursière

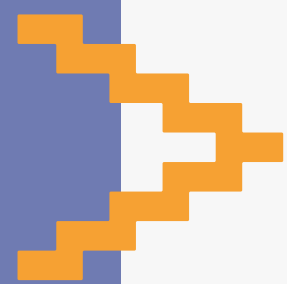
- 37 pays africains sont actuellement couverts par au moins une bourse
 - Les coûts de transaction élevés et les conditions d'admission à la cote limitent les bourses africaines

3.5. Une « bancabilité » des projets à parfaire un élément essentiel pour l'attraction des investissements privés

Coup de projecteur : L'accélération de l'intégration continentale de l'Afrique est essentielle pour tirer profit de ses ressources domestiques

« Notre continent doit vraiment changer d'état d'esprit. L'aide, soyons-en conscients, c'est fini. Concentrons-nous désormais sur deux objectifs : attirer les investissements privés et mobiliser nos propres ressources ». Dr Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice Générale de l'Organisation Mondiale du Commerce

Introduction



2025 : Une réduction massive de la part des bailleurs historiques

10 premiers pays africains concernés coupes de l'USAID
(au 27 mars 2025)

Pays	Réduction en % du RNB	Réduction en % du pays programme	Coupe absolue (millions de dollars)
Libéria	2.59	98	103
Somalie	1.03	22	113
Malawi	0.94	64	116
Mozambique	0.90	47	172
Mali	0.76	66	149
Rwanda	0.74	65	102
Lesotho	0.65	57	17
Ouganda	0.64	66	307
Burundi	0.63	82	17
Eswatini	0.61	100	25

États-Unis : -38 %
(2024-2025)

France : -18.6 %
(2024-2025)

Allemagne : -10.5 %
(2023-2025)

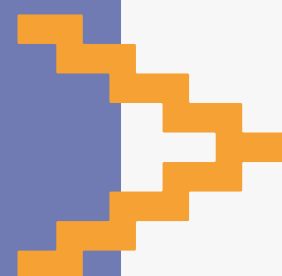
Royaume-Uni : -6.5 %
(2023-2025)



Coupes de l'USAID :
moins de 1% de leur RNB
pour 42 pays africains

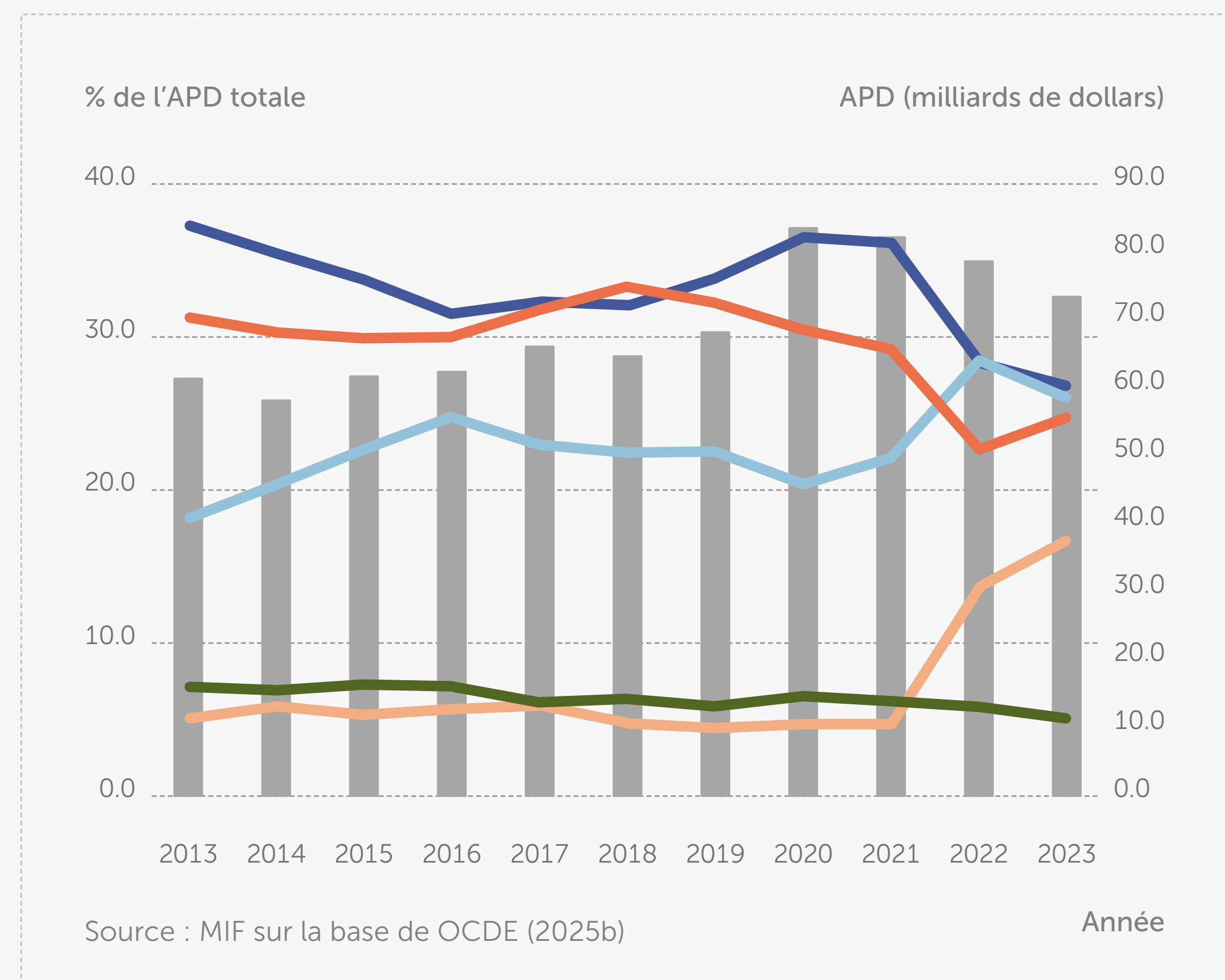


La baisse de l'APD
résulte en partie de
l'augmentation des
dépenses militaires :
+37% au niveau mondial
entre 2015 et 2024



Qui ne fait que confirmer une tendance plus longue à la diminution des engagements

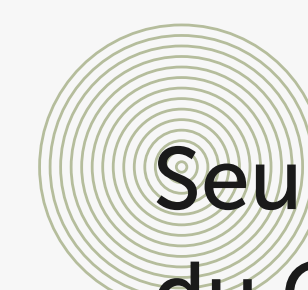
Régions du monde : part de l'APD globale & APD reçue par l'Afrique (2013-2023)



Bien qu'elle reste le premier bénéficiaire en volume (73,6 milliards de dollars en 2023), la part de l'Afrique dans l'APD a diminué de 11 points de pourcentage entre 2013 et 2023 (de 37,6 % à 26,7 %).

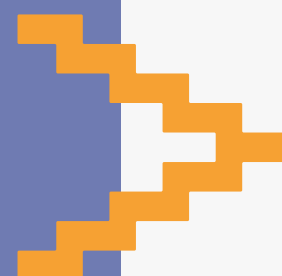


L'augmentation de la part de l'Europe depuis 2021 est due à l'APD reçue par l'Ukraine



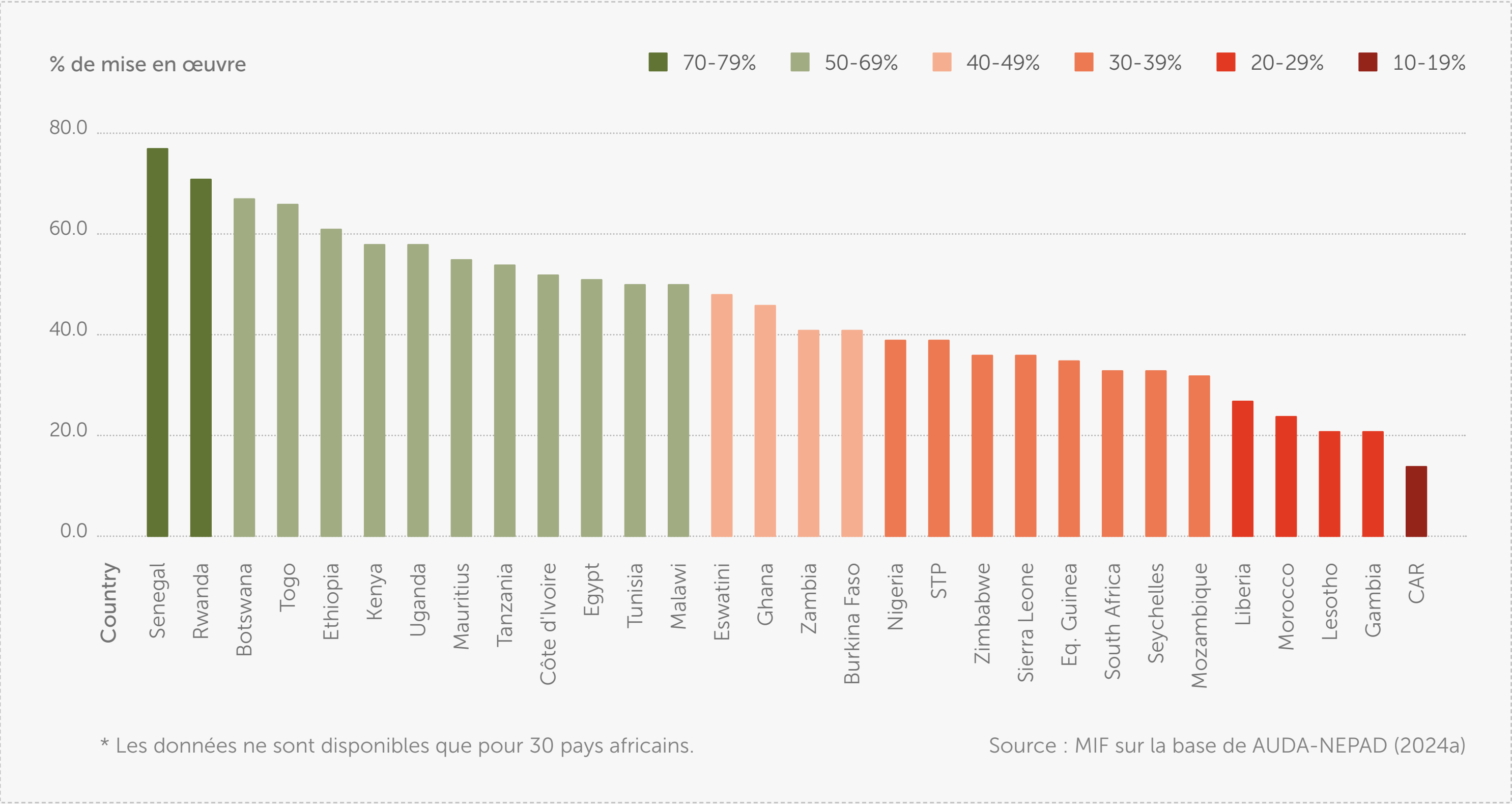
Seuls cinq pays du CAD ont atteint l'objectif de 0,7 % de l'APD/RNB en 2023

- World region
- Europe
 - Afrique
 - Amérique
 - Asie
 - Pays en développement, non spécifiés
 - Afrique (milliards de dollars)



Les objectifs de développement de l'Afrique sont actuellement hors d'atteinte

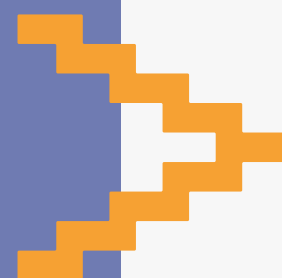
Pays africains : mise en œuvre de l'Agenda 2063 (2023)*



À la fin du Premier plan décennal (2014-2023) de l'Agenda 2063, les objectifs fixés n'étaient en moyenne atteints qu'à 50% au mieux.

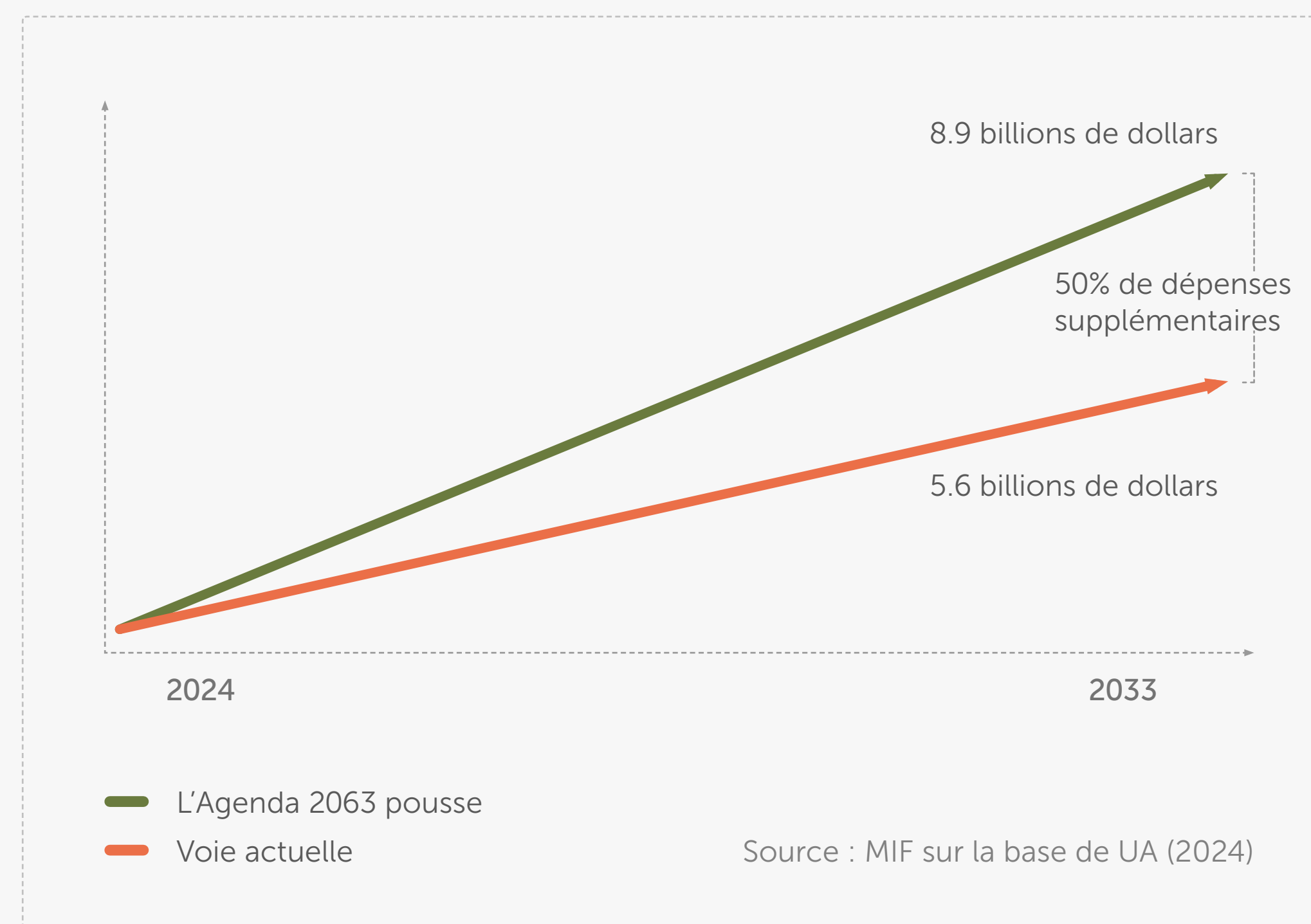


Seuls 6 % des ODD des NU sont en passe d'être atteints en temps voulu (2030) pour l'Afrique.



Des milliards nécessaires pour financer le développement de l'Afrique

Afrique : coûts estimés pour le Deuxième plan décennal (2024-2033)



Le déficit annuel de financement des ODD en Afrique s'élève à 194 milliards de dollars d'ici 2030.

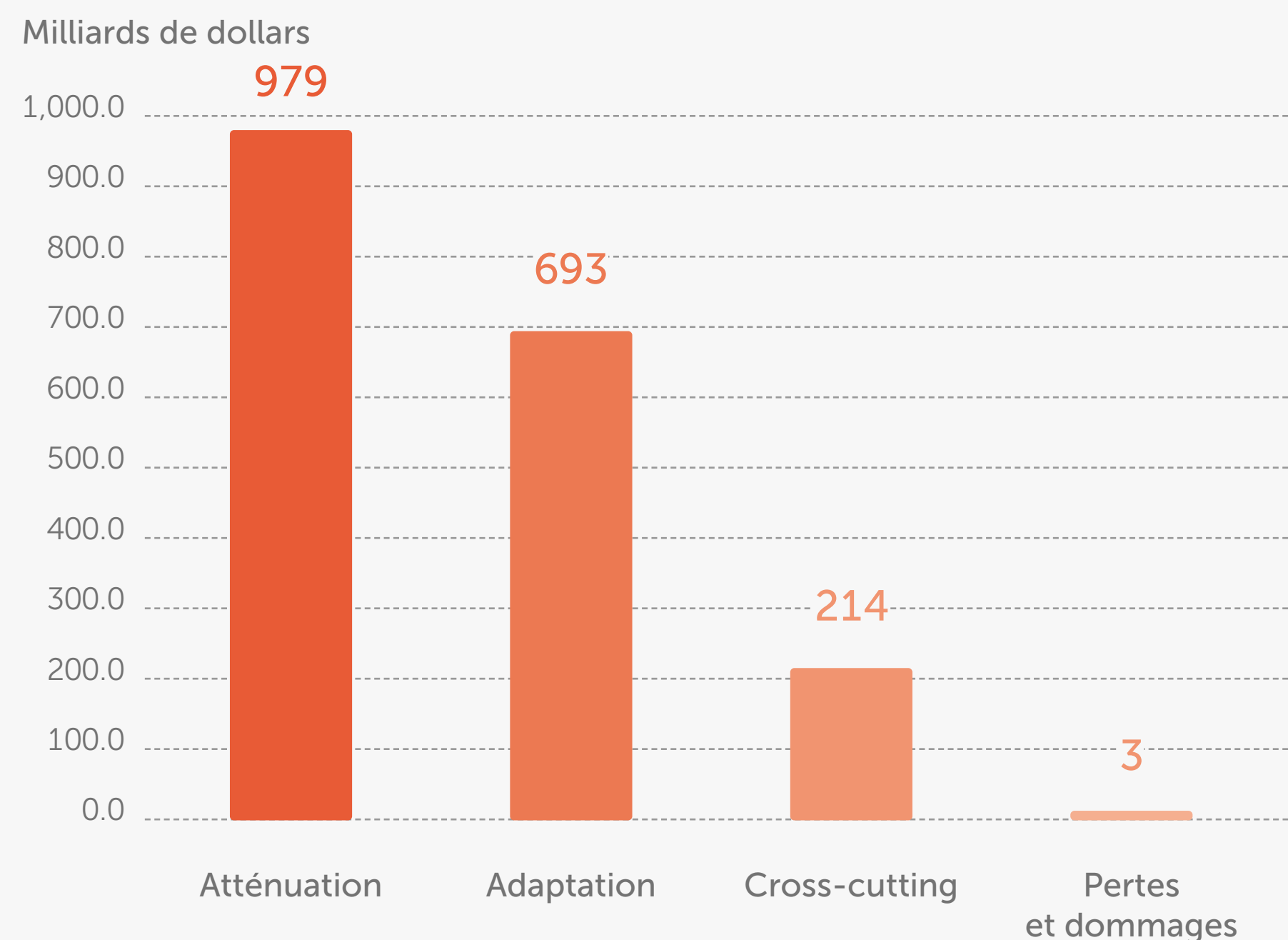
Pour réaliser l'ambitieux Deuxième plan décennal (2024-2033), l'Afrique devra mobiliser 330 milliards de dollars en moyenne annuelle.



L'objectif principal du Deuxième plan décennal (2024-2033) est que tous les États membres de l'UA atteignent le statut de pays à revenu intermédiaire d'ici 2033

Les besoins financiers de l'Afrique en matière de climat s'élèvent à 1,6 à 1,9 trillions de dollars, dont un peu plus de la moitié seulement est chiffrée

Afrique : besoins chiffrés selon les CDN (2024)*



* Estimation extrapolée la plus élevée ; les CDN sont généralement présentées avec un délai de 5 à 10 ans.

Source : MIF sur la base de UNFCCC Standing Committee on Finance (2024)

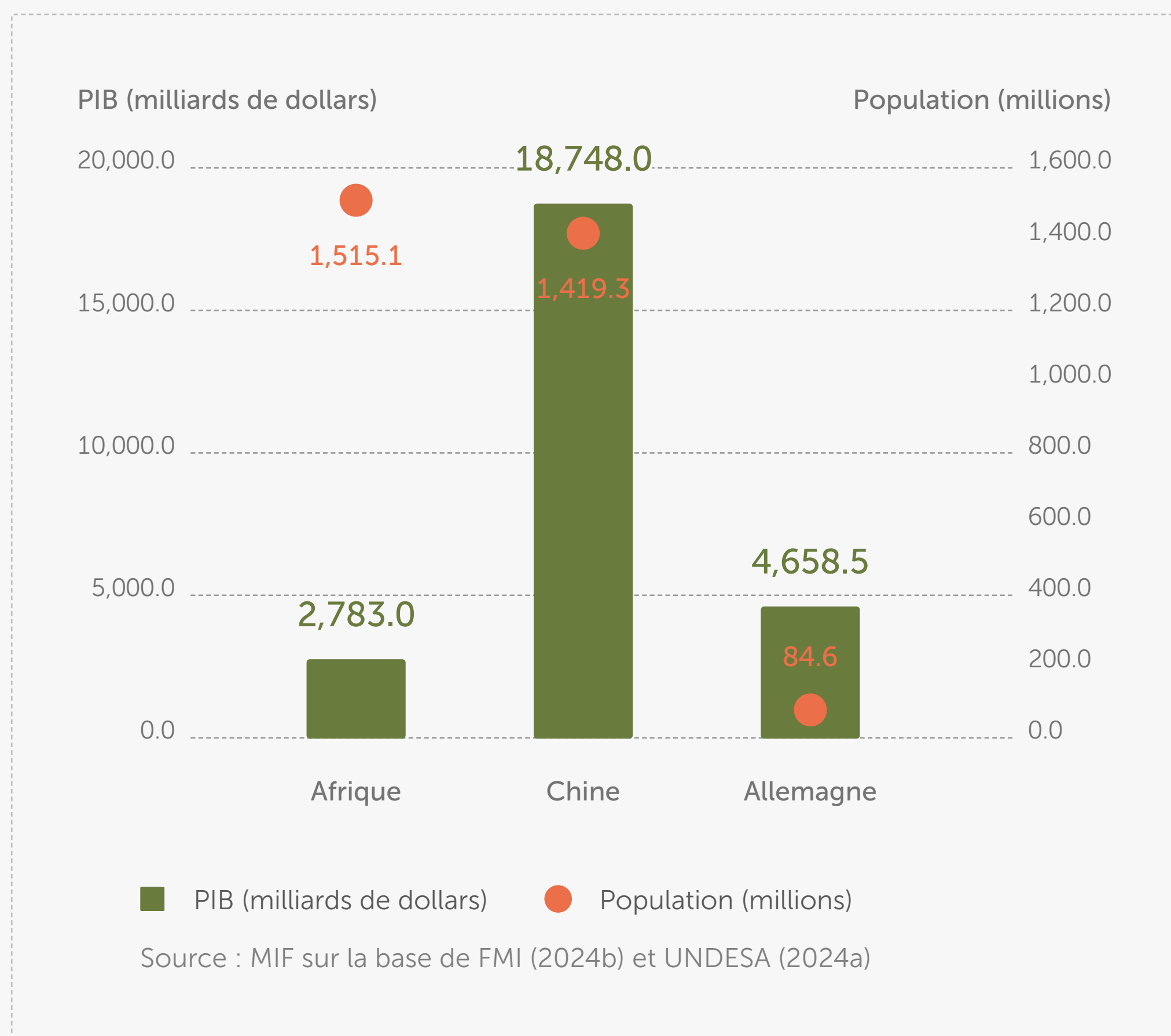
Les Contributions Déterminées au Niveau National (CDN) des pays africains représentent entre 1,6 et 1,9 trillions de dollars.

43% des besoins restent non chiffrés, principalement ceux concernant l'adaptation, priorité absolue pour l'Afrique, continent le plus vulnérable à l'impact du changement climatique.

Les besoins en financement climatique sont probablement sous-estimés car de nombreux besoins non chiffrés concernent l'adaptation, et que l'impact du changement climatique peut survenir plus rapidement et plus fortement que ce qui avait été estimé au moment de la soumission des CDN.

La facture de l'Afrique en matière de développement et de climat ne peut qu'augmenter

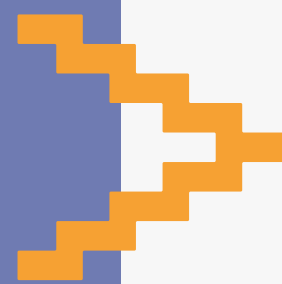
Afrique, Chine, Allemagne : PIB et population (2024)



Avec une croissance du PIB réel prévue entre 3,9 % et 4,5 %, l'Afrique continuera à devancer toutes les autres régions du monde au cours des cinq prochaines années.

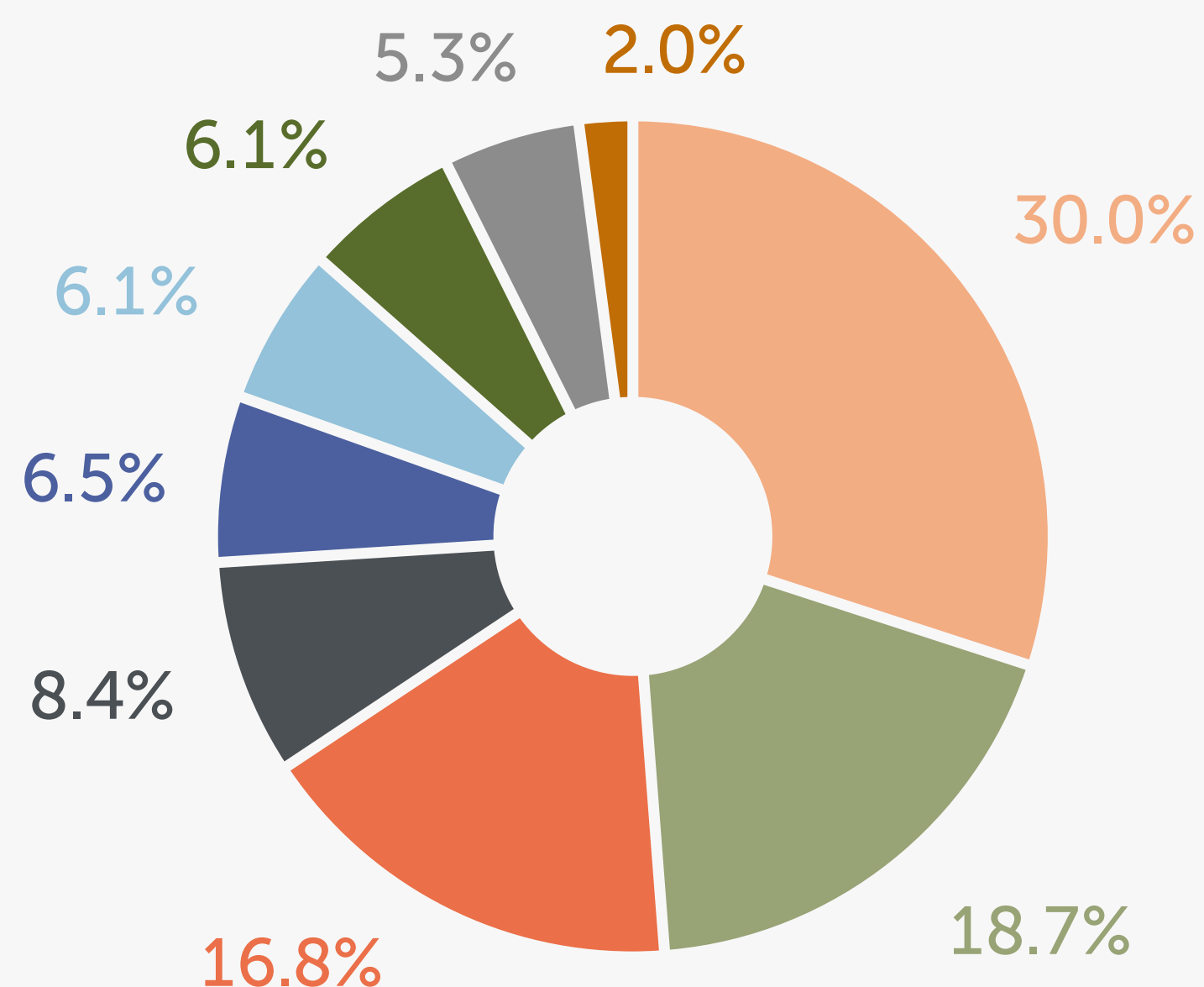
Le PIB continental reste toutefois relativement faible et la croissance économique continue d'être à la traîne de la croissance démographique. Pour une population à peu près identique, le PIB de l'Afrique est six fois inférieur à celui de la Chine.

D'ici à 2100, la population africaine en âge de travailler devrait atteindre 2,4 milliards de personnes (40,6 % du total mondial), ce qui signifie que 20 millions de nouveaux emplois devront être créés chaque année d'ici là.



Le système financier multilatéral actuel n'est plus adapté aux besoins

Régions du monde et pays sélectionnés : répartition des votes au FMI (2025)



Région du monde

- Europe (hors Allemagne)
- Amérique du Nord
- Asie (hors Chine et Japon)
- LACA
- Afrique
- Japon
- Chine
- Allemagne
- Océanie

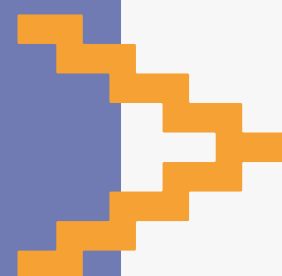
Source : MIF sur la base de FMI (2025a)

Les droits de vote au FMI, le mécanisme d'allocation des droits de tirage spéciaux (DTS), le service de la dette, les surtaxes et les conditionnalités limitent considérablement l'accès de l'Afrique au financement concessionnel à long terme.

Le PIB étant le principal facteur déterminant des quotes-parts et des droits de vote au FMI, le système préserve un déséquilibre en matière de pouvoir et de développement.



L'Afrique ne dispose que de 6,5 % des droits de vote du FMI, soit à peine plus que la Chine

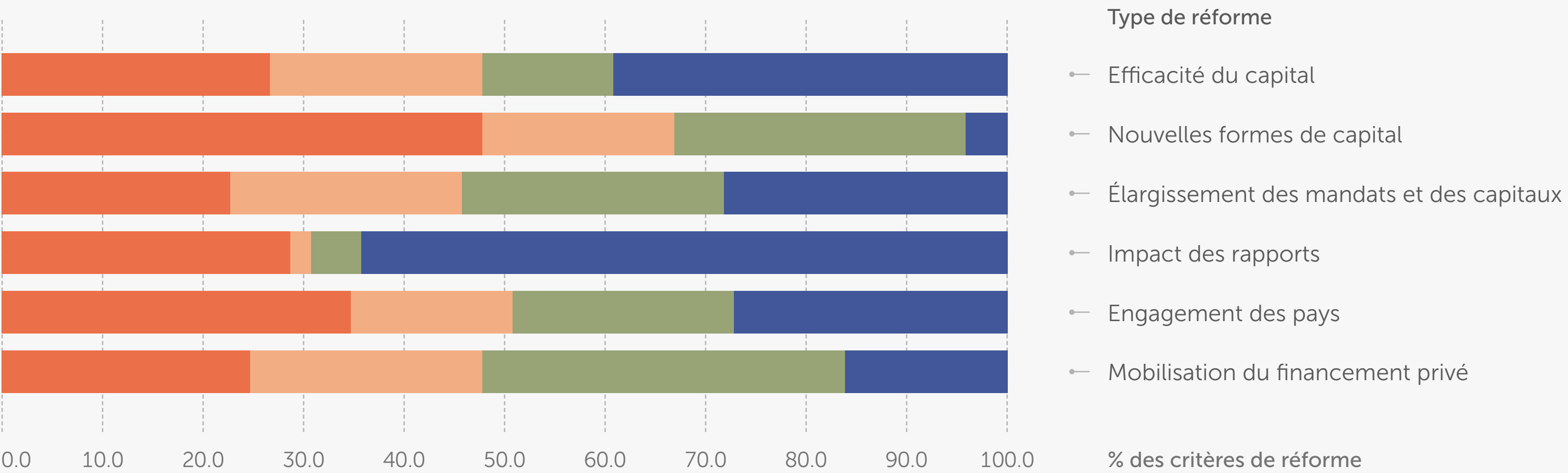


Progrès atteint pour seulement 50 % des points du programme de réforme des BMD

Au cours des trois dernières années, les banques multilatérales de développement (BMD) ont entamé des réformes pour devenir plus inclusives, plus réactives aux crises et mieux alignées sur les priorités de développement de l'Afrique.

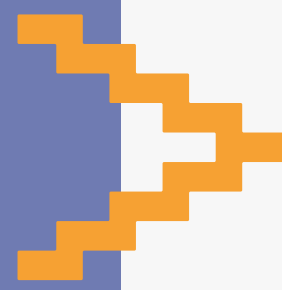
Mais la mise en œuvre de ce programme varie de 5 % à 64 % selon le type de réforme, avec une moyenne de 50 %.

BMD sélectionnées : progrès selon les différentes type de réformes (2024)*



- Non poursuivi
- Intention annoncée
- Progrès partiels
- Mis en œuvre

* Les BMD évaluées sont les suivantes AfDB, ADB, AIIB, BERD, EIB Global, BID et GBM.



L'Agenda 2063 de l'Union Africaine : « *L'Afrique que Nous Voulons* » ...



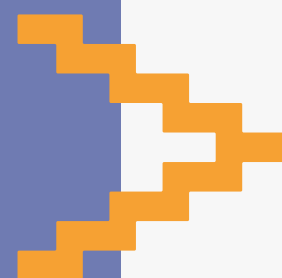
Selected continental frameworks

- Programme for Infrastructure Development in Africa (PIDA)
- Comprehensive African Agricultural Development Programme (CAADP)
- Boosting Intra-African Trade (BIAT)
- Accelerated Industrial Development for Africa (AIDA)
- Africa Mining Vision (AMV)



Selected flagship projects

- African Continental Free Trade Area (AfCFTA)
- African Commodity Strategy
- Continental financial institutions
- Single Africa Air Transport Market (SAATM)
- Continental high-speed train network
- Free movement of all persons and African passport
- Africa Single Energy Market (AfSEM)



...et que nous entendons financer

Entre 75 et 90 % du financement de l'Agenda 2063 devrait provenir de la mobilisation des ressources domestiques (MRD) :

1. Renforcer la mobilisation des ressources fiscales.
2. Monétisation adéquate des ressources naturelles.
3. Tirer parti de l'épargne institutionnelle africaine - fonds de pension, réserves de change des banques centrales, fonds souverains et développement du marché des capitaux.
4. Améliorer la mobilisation de l'épargne des particuliers, assécher les FFIs.

Les 10 à 25 % restants proviendront de mécanismes de financement externe (MFE) :

1. Investissements directs étrangers (IDE).
2. Aide publique au développement (APD).
3. Coopération financière des partenaires de développement émergents.
4. Partenariats public-privé (PPP) et autres formes de partenariats d'investissement.
5. Exploitation des envois de fonds et de l'épargne de la diaspora.
6. Amélioration de l'accès aux marchés financiers internationaux.

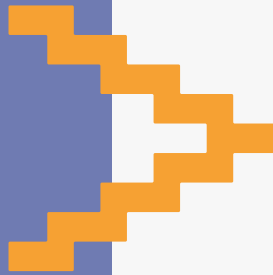


Notre continent doit vraiment changer d'état d'esprit. L'aide, soyons-en conscients, c'est fini. Concentrons-nous désormais sur deux objectifs : attirer les investissements privés et mobiliser nos propres ressources.

*Dr Ngozi Okonjo-Iweala,
Directrice Générale de
l'Organisation Mondiale du
Commerce, février 2025*

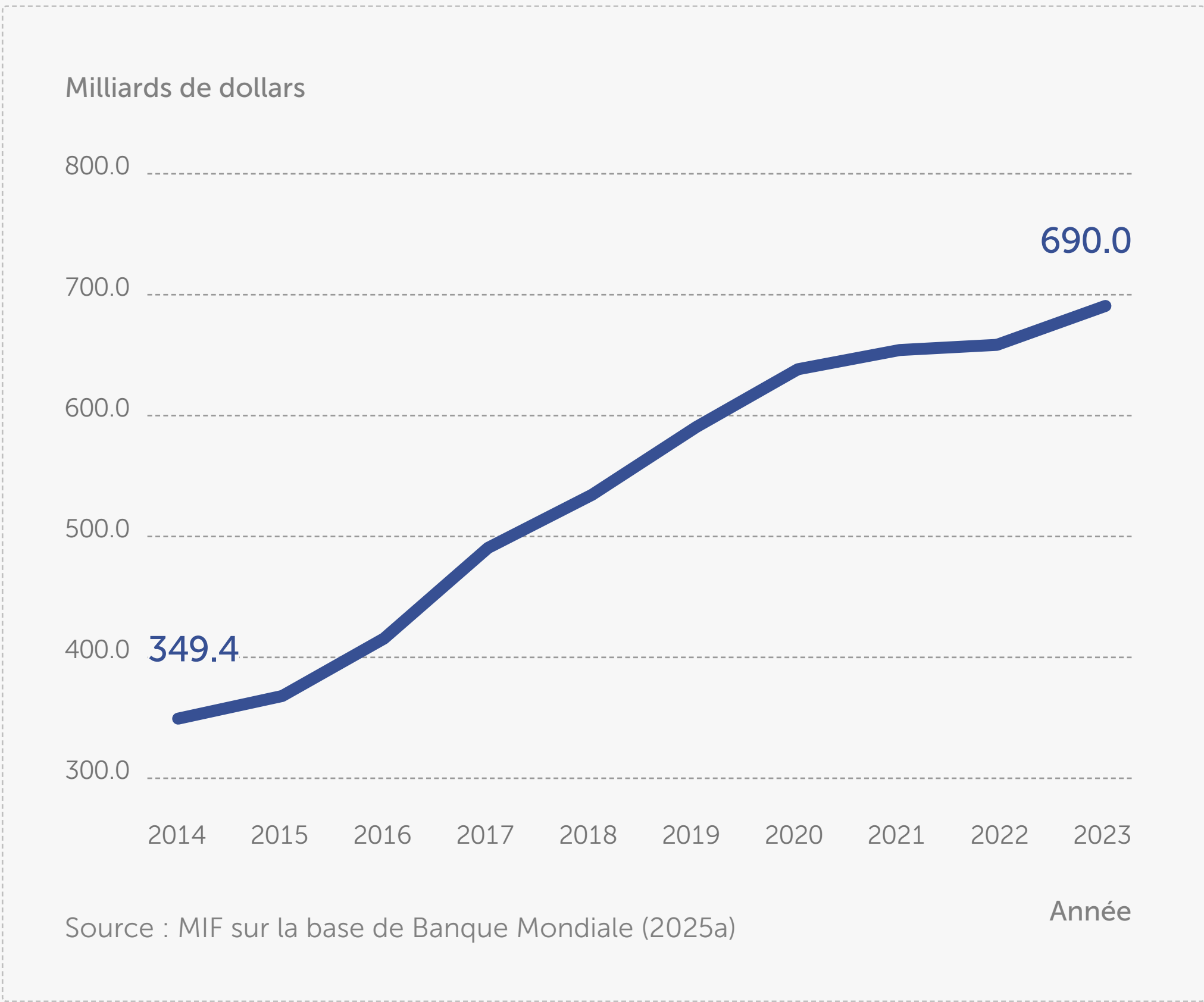
01.

Maximiser les ressources financières domestiques de l'Afrique

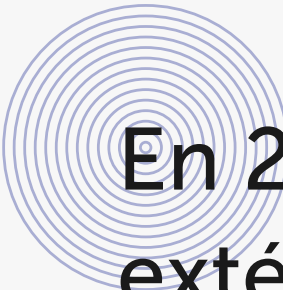


La dette publique extérieure de l’Afrique a presque doublé au cours des dix dernières années

Afrique : dette publique extérieure totale (2014-2023)



Entre 2014 et 2023, l’encours de la dette publique extérieure de l’Afrique a presque doublé, passant de 349,4 à 690 milliards de dollars, sous l’effet de chocs extérieurs tels que le COVID-19, l’effondrement des cours des matières premières et l’accès limité aux financements concessionnels.



En 2023, l’encours de la dette publique extérieure de l’Afrique équivaut à près de 1/4 de son PIB, soit le ratio le plus élevé au monde

Région	Encours de la dette extérieure publique (milliards de dollars)	PIB (milliards de dollars)	Dette en % du PIB
Afrique	690.0	2878.9	24.0
LACA	942.7	6682.3	14.1
Asie et Pacifique	1654.8	38364.3	4.3

Source : MIF sur la base de FMI (2024a) et Banque Mondiale (2025a)

% du PIB

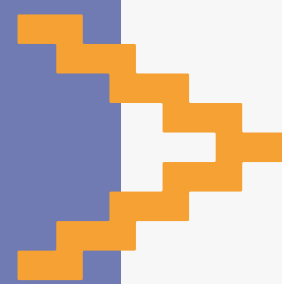
- Plus de 70%
- Plus de 50%
- 20-50%
- Plus de 10%
- Plus de 5%
- Moins de 1%
- Pas de données

Source : MIF sur la base de FMI (2024a) et Banque Mondiale (2025a)



La dette de l'Afrique représente
près de deux fois les dépenses
annuelles de santé du continent

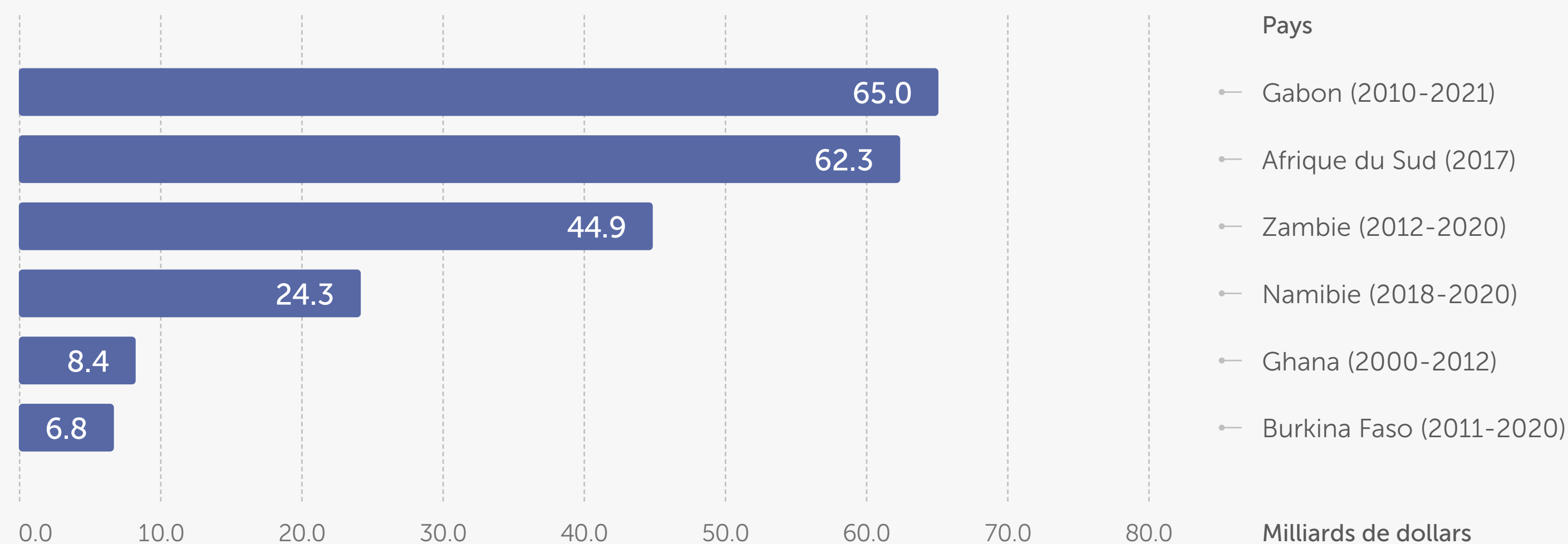
L'Égypte, l'Angola et l'Afrique du Sud paient chacun plus de 10 milliards de dollars par an pour le service de leur dette



Les flux financiers illicites assèchent les ressources de l'Afrique

Les flux financiers illicites (FFI) annuels sont estimés à environ 90 milliards de dollars par an, principalement liés à des procédures de facturation dans le commerce des matières premières extractives, dont la moitié concerne l'or.

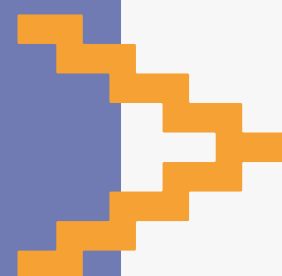
Sélection de pays africains : entrées et sorties fiscales et commerciales (2000-2021)



Source : MIF sur la base de UNCTAD & CNUCED (2023)



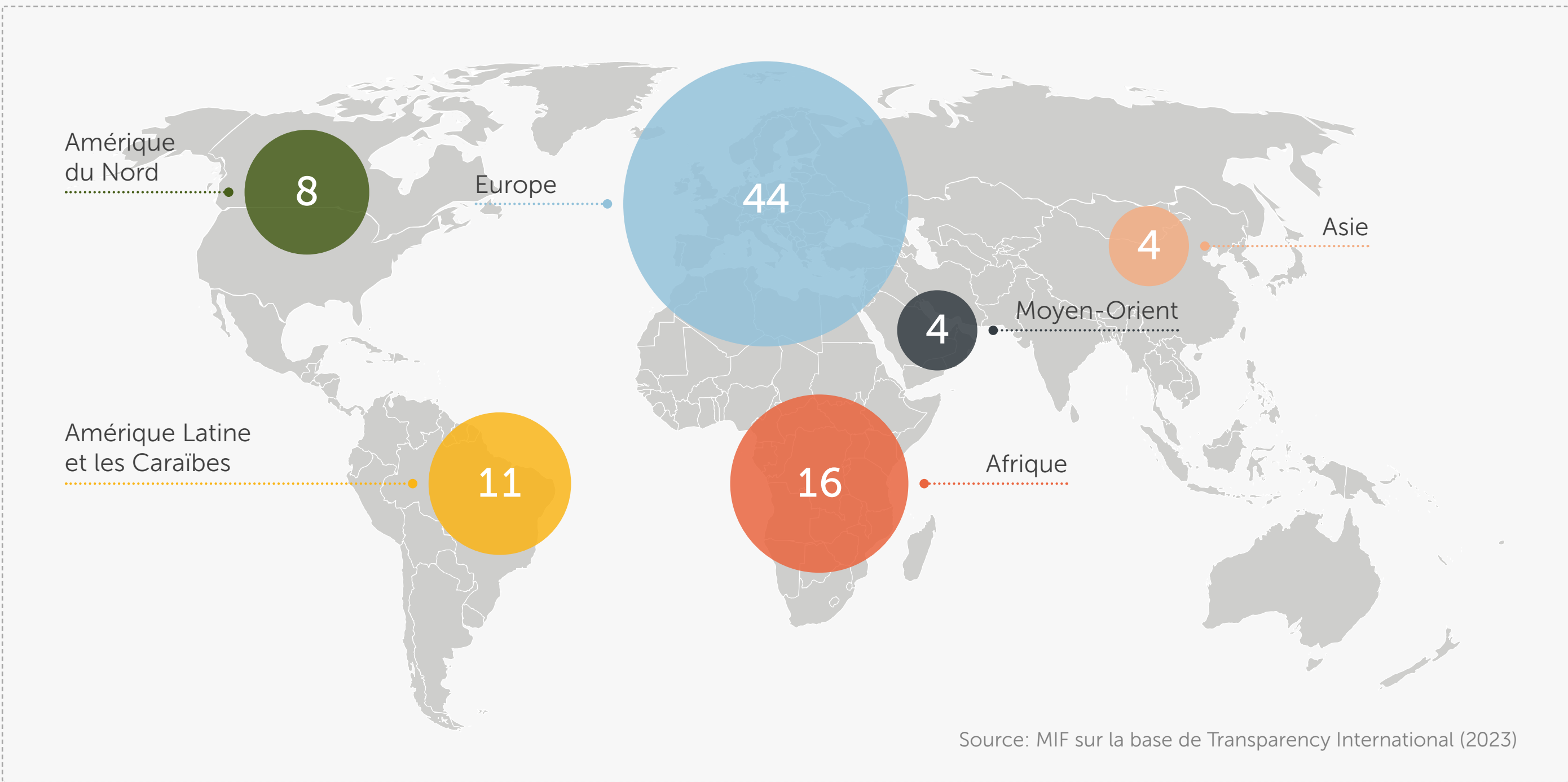
Le rapport Mbeki de 2015 a été le premier à évaluer l'ampleur des IFFs quittant l'Afrique. La plupart de ces recommandations restent à mettre en oeuvre.



Pour lutter contre les flux financiers illicites, la coopération internationale est essentielle

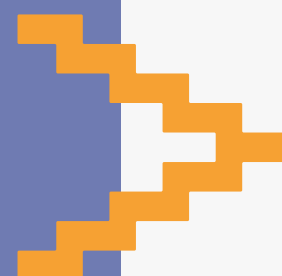
Les intermédiaires des FFIs en provenance et à destination de l'Afrique résident dans au moins 74 juridictions dans le monde, pour la majorité situées en Europe.

Régions du monde : nombre et emplacement des intermédiaires de FFIs en provenance d'Afrique (2023)



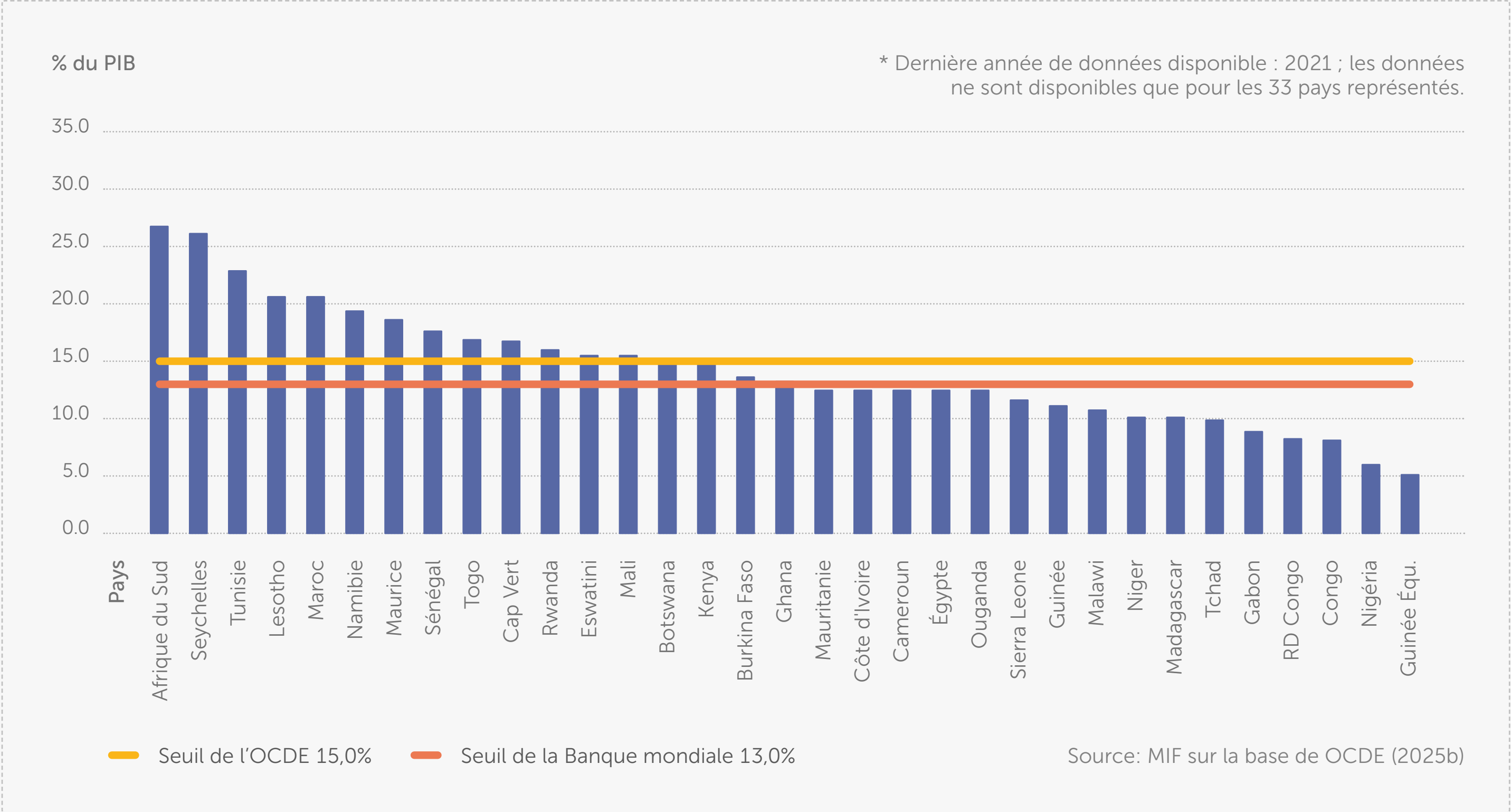
Convention-cadre des Nations unies sur la coopération fiscale internationale





L'Afrique a le ratio recettes fiscales/PIB le plus faible au monde

Sélection de pays africains : recettes fiscales (hors cotisations de sécurité sociale) en pourcentage du PIB (2021)*

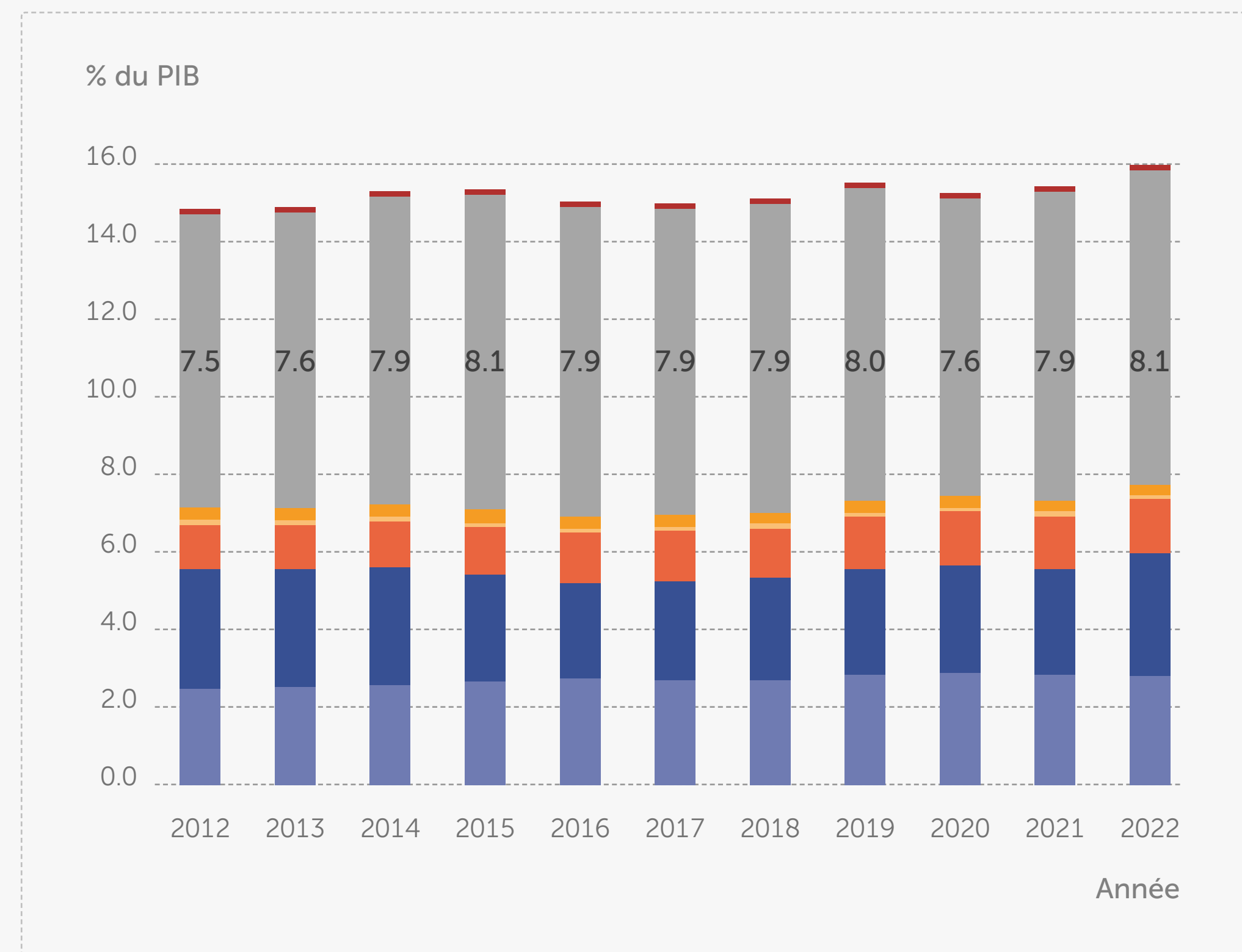


Le ratio recettes fiscales/PIB du continent africain est de 16 %, soit moins de la moitié de la moyenne des pays de l'OCDE (de 34 %).

Seuls 14 pays africains atteignent le ratio impôt/PIB de 15 %, considéré par l'OCDE comme le minimum nécessaire pour assurer l'efficacité fiscale et le développement économique.

Les taxes sur les biens et services (principalement TVA) représentent 8 % du PNB; les impôts sur les salaires et le patrimoine contribuent le moins aux recettes publiques

Afrique : composition des impôts en pourcentage du PIB
(2012-2022)



Avec une moyenne de 8,1 % du PIB, les taxes sur les biens et services sont la principale source de recettes en Afrique en 2022, suivies par l'impôt sur les sociétés (3,2 %) et l'impôt sur le revenu des personnes physiques (2,8 %).

Catégorie d'impôt

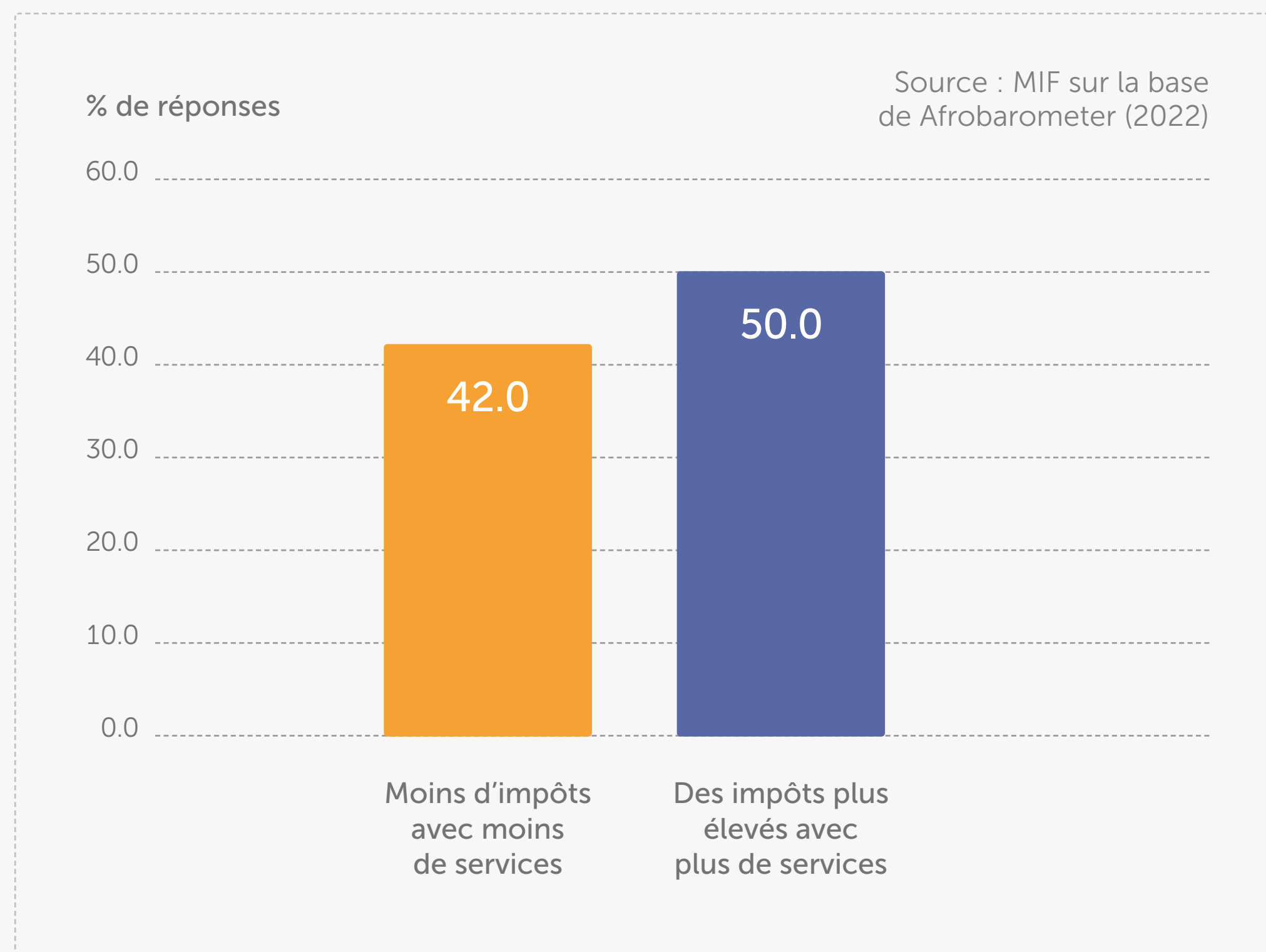
- Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital des personnes physiques
- Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital des sociétés
- Cotisations de sécurité sociale (SSC)
- Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre
- Impôts sur la propriété
- Impôts sur les biens et services
- Autres impôts

Source : MIF sur la base de OCDE (2025d)

L'impôt sur le revenu des personnes physiques (2,8 %) et les cotisations de sécurité sociale (1,4 %) en Afrique sont loin derrière les moyennes de l'OCDE (8,2 % et 8,7 %)

La taxation progressive du patrimoine et la suppression des avantages accordés aux entreprises pourraient générer plus de 70 milliards de dollars par an

Afrique : préférence des citoyens pour des impôts plus élevés en échange de services publics améliorés (2019-2021)

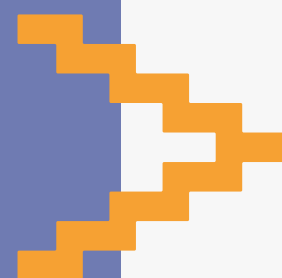


Un impôt progressif sur la fortune, à partir d'un patrimoine supérieur à 5 millions de dollars, pourrait rapporter environ 12 milliards de dollars par an selon Oxfam.

Les gouvernements africains perdent environ 60 milliards de dollars par an à cause des exonérations, déductions et reports d'impôts sur les sociétés.

En Afrique la préférence pour des impôts plus élevés est plus répandue chez les 18-35 ans

Il n'y a pratiquement pas d'impôt sur la fortune dans les pays africains



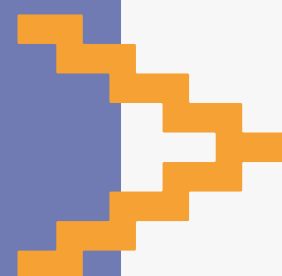
Améliorer le recouvrement des impôts avec les nouvelles technologies : *best practices* en Afrique

Ghana : Le système national d'identification « Ghana Card », qui relie les informations relatives à l'identité aux différents services publics, a permis d'augmenter le nombre de déclarants fiscaux de 4 millions à 6,6 millions.

Éthiopie : Les machines automatisées d'enregistrement des ventes ont conduit les entreprises à améliorer la précision de leurs déclarations fiscales.

Guinée-Bissau : Le logiciel Kontaktu automatise les informations de paiement avec le Trésor public, les douanes et le port de Bissau.

Afrique du Sud : L'IA pourrait jouer un rôle croissant dans la détection des irrégularités dans les transactions ou les soldes de paiement.



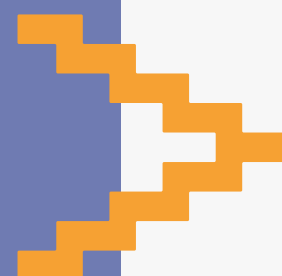
L’informalité réduit considérablement l’assiette fiscale

L’Afrique est caractérisée par un vaste secteur informel, échappant la législation fiscale, au droit du travail ou de l’environnement.

De toutes les régions du monde, l’Afrique a le taux d’informalité le plus élevé (83,1 %).

Pays	Emploi informel en % de l’emploi total (2023)
Burkina Faso	95.2
Nigéria	93.0
Zimbabwe	88.1
Rwanda	86.8
Gambie	84.1
Zambie	83.8

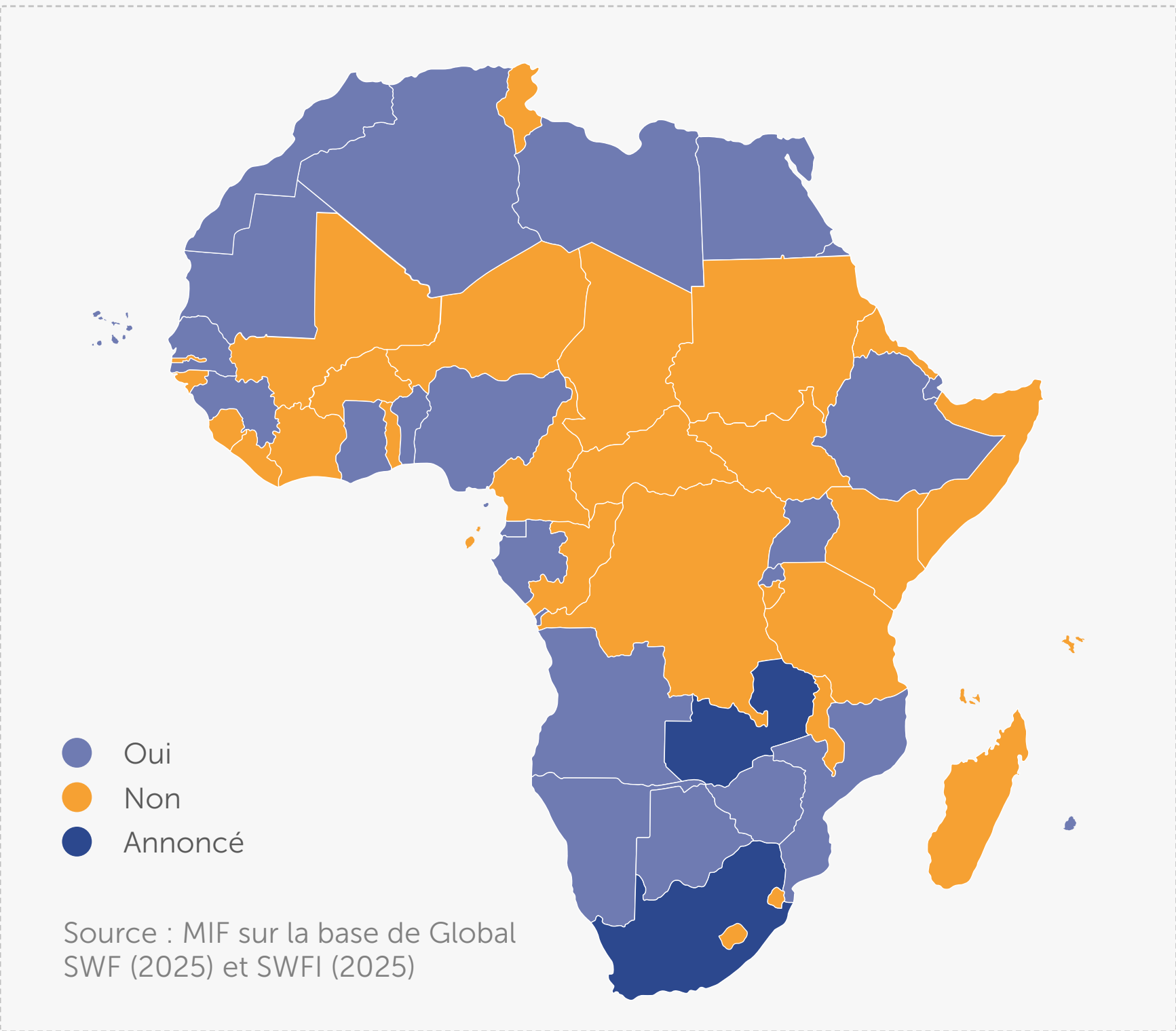
Source : MIF sur la base de OIT (2025)



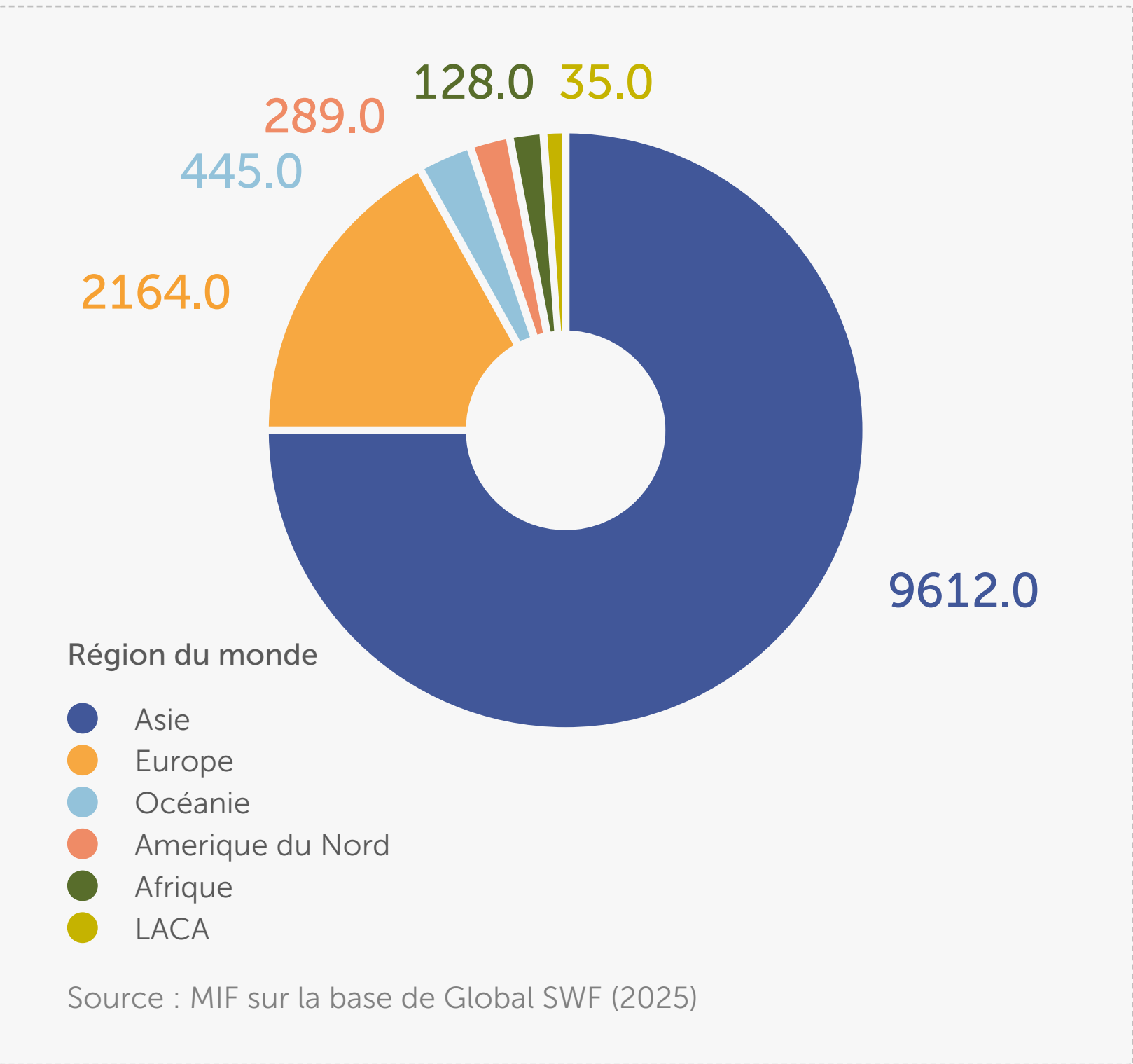
Fonds souverains africains : environ 130 milliards de dollars

23 pays africains ont mis en place un ou plusieurs fonds souverains, dont trois seulement sont évalués à plus de 5 milliards de dollars, au premier rang desquels la Libye, l'Éthiopie et l'Algérie. Depuis 2016, seul un tiers environ des capitaux souverains a été investi dans les secteurs de l'infrastructure et de l'énergie en Afrique.

Afrique : fonds souverains actifs (2025)



Régions du monde : AuM in SWFs, (\$ billion) (2025)

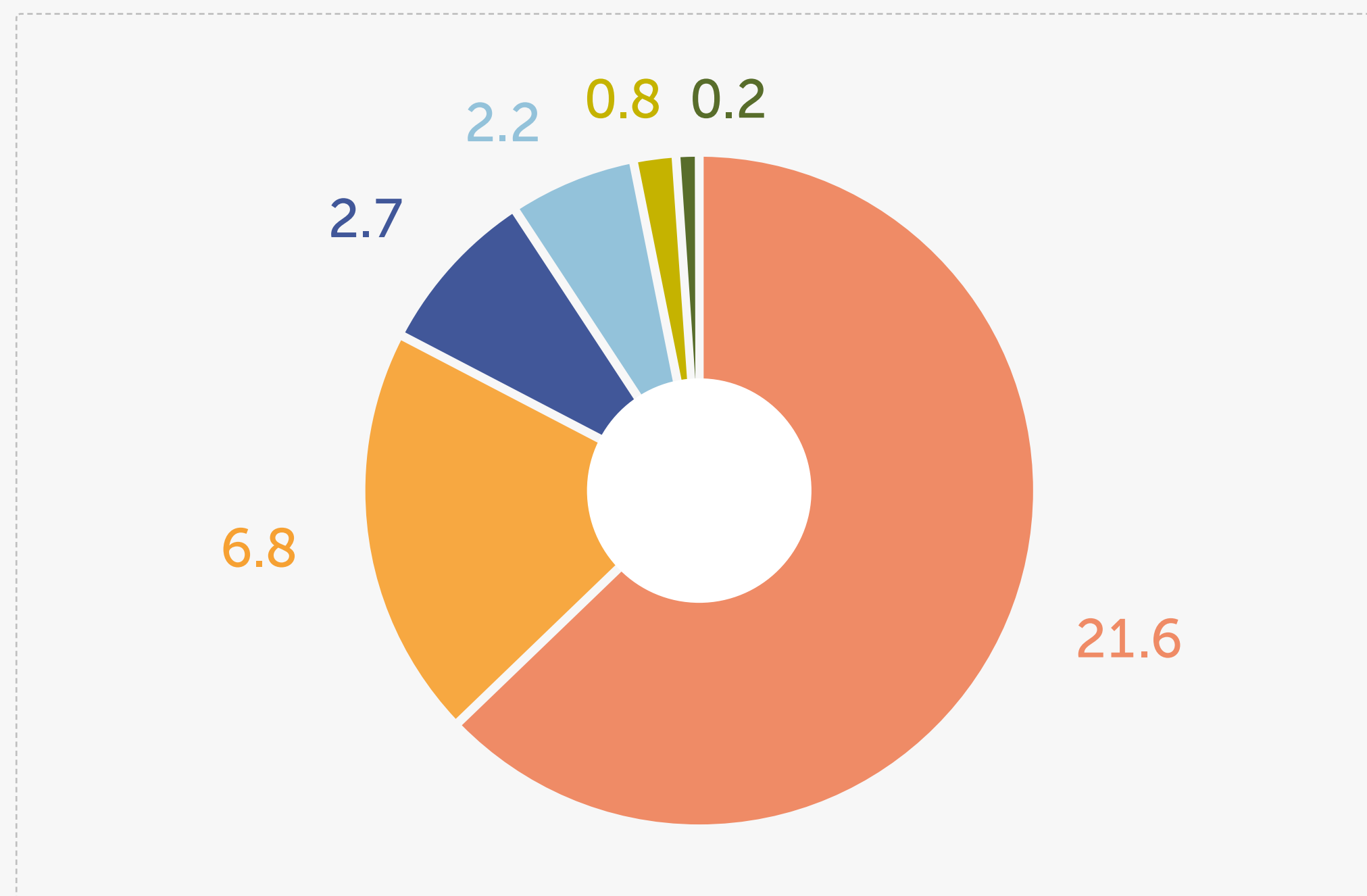


Les actifs des fonds souverains africains sont équivalents au déficit de financement des infrastructures en Afrique, estimé entre 130 et 170 milliards de dollars par la BAD

Le FONSIS du Sénégal et le Fundo Soberano de l'Angola ont investi avec succès dans Senergy 2 et le corridor de Lobito

Avec près de 220 milliards de dollars, les fonds de pension africains constituent la plus grande source de capital investissable du continent

Régions du monde : investissements totaux des fonds de pension (en milliers de milliards de dollars) (2022)*



* Seules les données de 2022 ont été utilisées pour la comparabilité régionale, ce qui porte le total des actifs des fonds de pension africains à 205,9 milliards de dollars dans 13 pays. Quatre autres pays disposent de données pour 2017-2021, ce qui porte le total des actifs des fonds de pension africains à 217,3 milliards de dollars pour 17 pays.

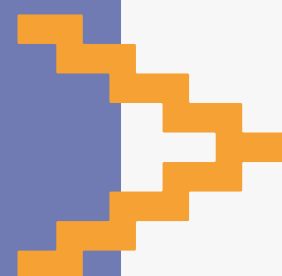
Une cinquantaine de pays africains disposeraient de fonds de pension, mais les informations concernant les montants sous gestion ne sont disponibles que pour 17 d'entre eux.

Région du monde

- Amerique du Nord
- Europe
- Asie
- Océanie
- LACA
- Afrique

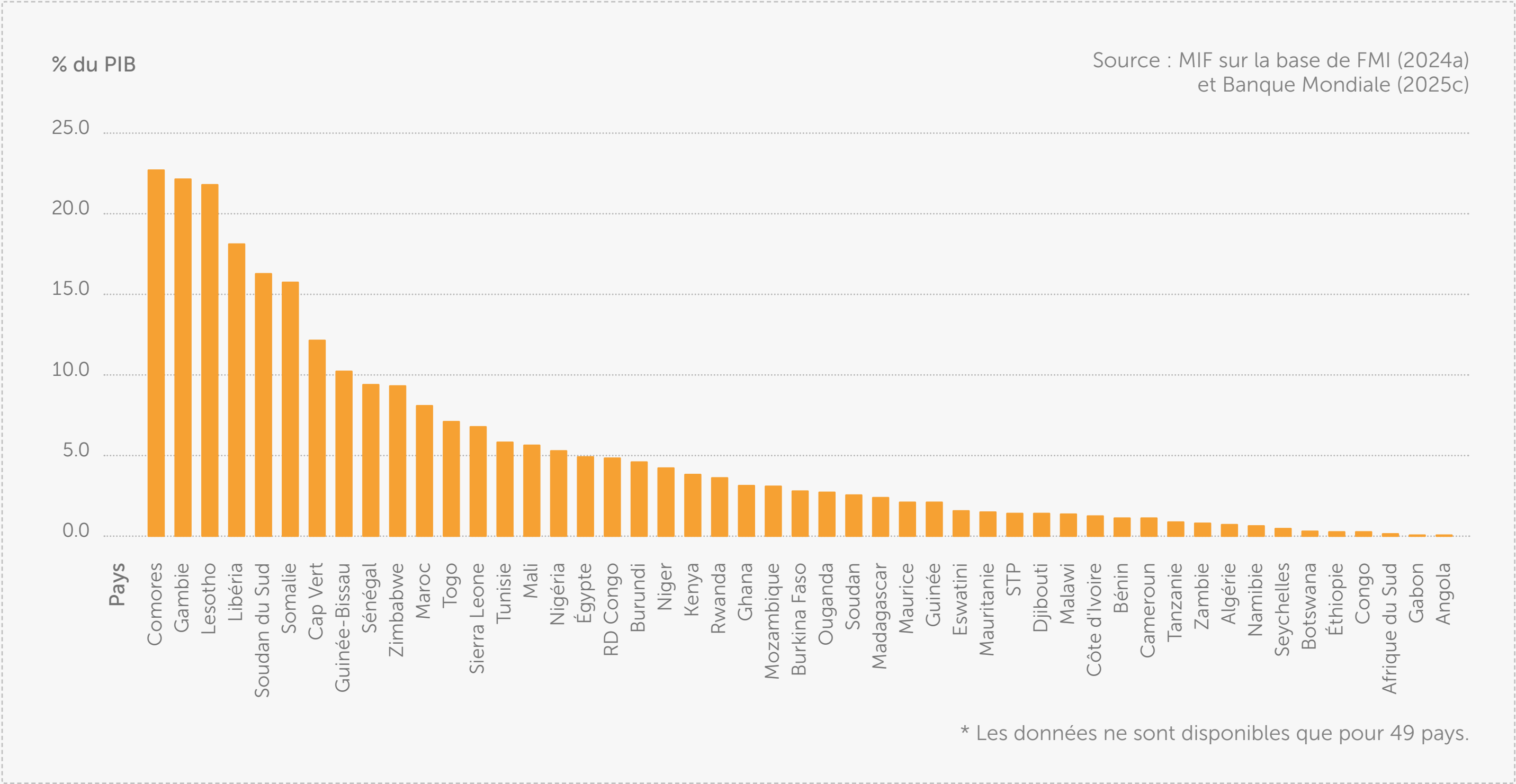
Source : MIF sur la base de OCDE (2025f)

Avec plus de 119 milliards de dollars sous gestion, l'Afrique du Sud possède le plus grand fonds de pension, près de 4 fois plus important que le Nigeria, en deuxième position



90 milliards de dollars de transferts de fonds sont envoyés en Afrique chaque année, représentant plus de 10 % du PIB pour certains pays

Pays africains : envois de fonds en pourcentage du PIB (2023)*



Le Nigeria, l'Égypte et le Maroc représentent ensemble 56 % des envois de fonds africains.

Pour le Cabo Verde, les Comores, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Lesotho, le Liberia, la Somalie et le Sud-Soudan, les envois de fonds représentent plus de 10 % de leur PIB.

À 7,4 %, le coût moyen des envois de fonds est plus de deux fois supérieur à l'ODD 10.c de 3 % maximum

02.

Monétiser les actifs naturels du continent africain

L'Afrique possède certaines des plus grandes réserves minérales du monde

12 pays africains abritent entre 5 % et 78 % des réserves de minerais mondiales.

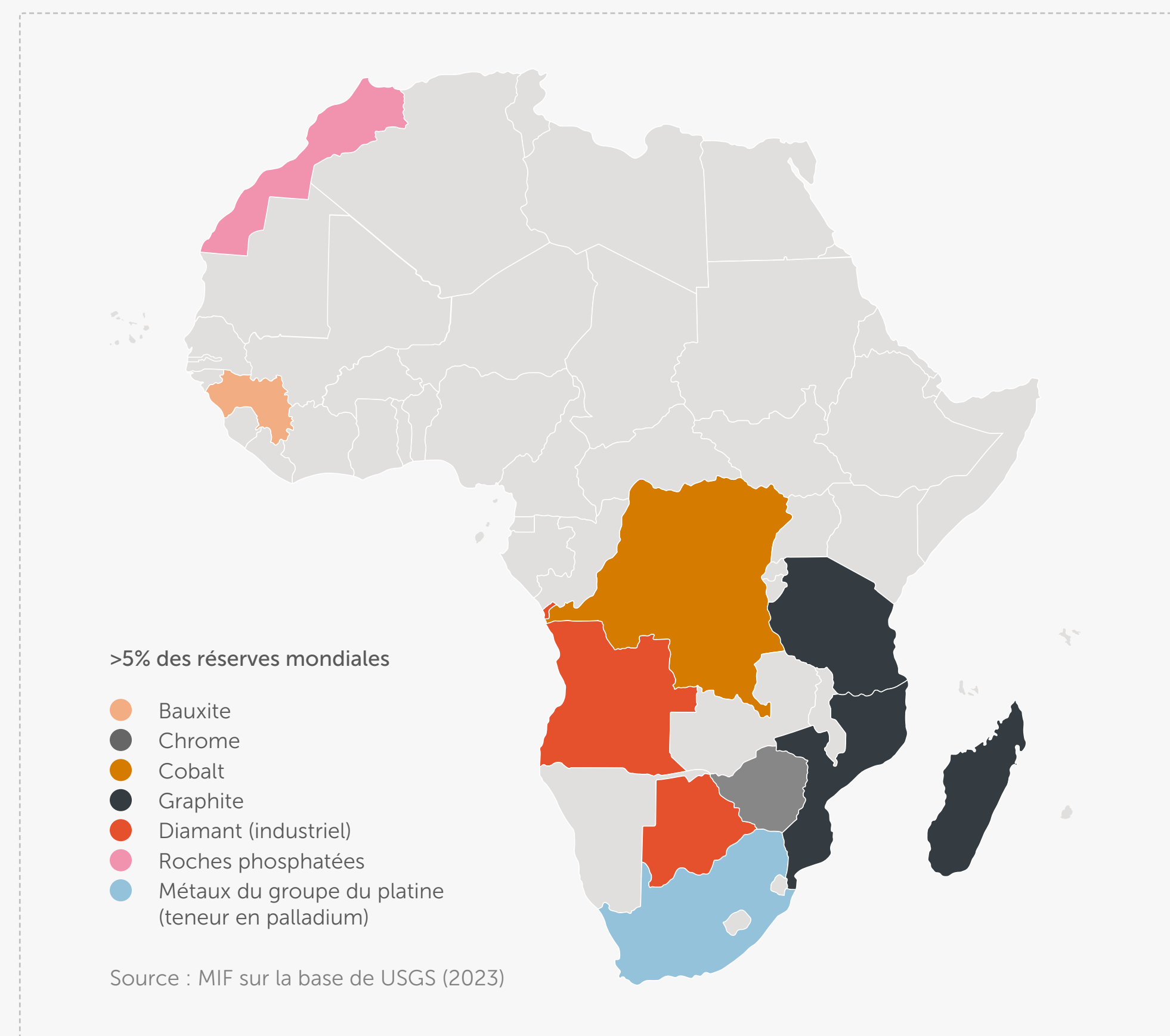
78 % des réserves mondiales de palladium (Afrique du Sud)

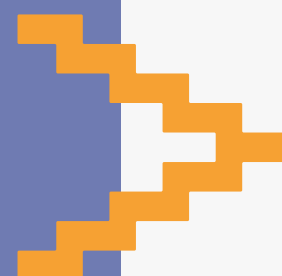
68 % des réserves mondiales de phosphate (Maroc)

55 % des réserves mondiales de cobalt (RD Congo)

45 % des réserves mondiales de chrome (Zimbabwe)

Pays africains : réserves minérales sélectionnées (2023)





Production minérale : certains pays africains dominant jusqu'à 70 % du marché mondial

Pays africains : production minière (% du total mondial) (2023)

RD Congo

Cobalt : 73.5 %
Tantale : 45.1 %
Diamant (industriel) : 17.1 %
Cuivre : 13.0 %

Zimbabwe

Métaux du groupe du platine
(Teneur en platine) : 10.7 %
Diamant (industriel) : 9.8 %
Métaux du groupe du platine
(teneur en palladium) : 7.6 %
Lithium : 7.3 %

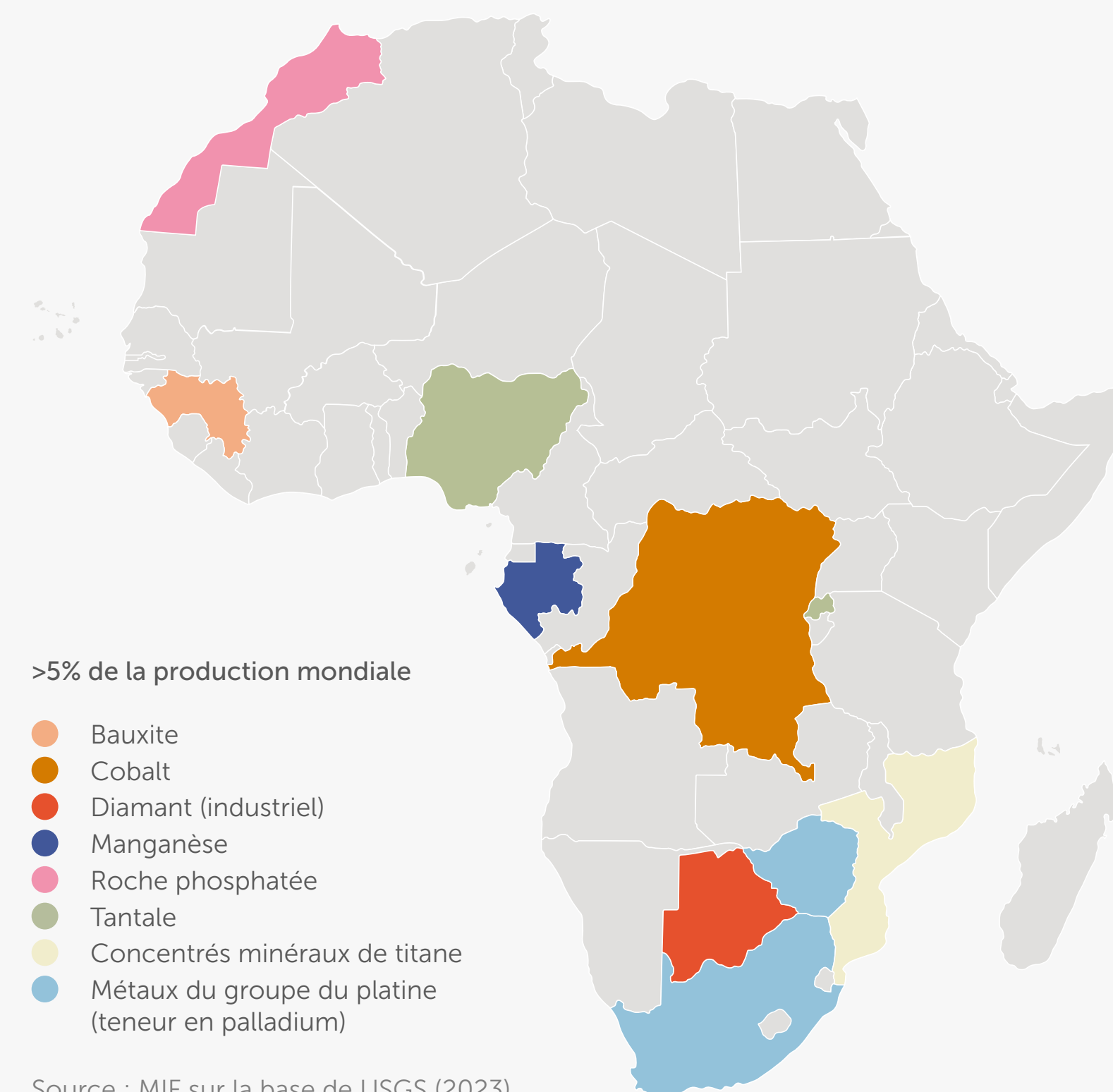
Afrique du Sud

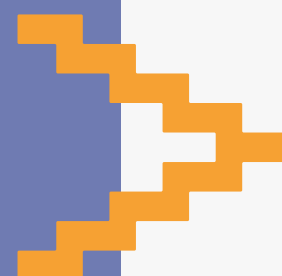
Métaux du groupe du platine
(teneur en platine) : 69.8 %
Chrome : 43.6 %
Manganèse : 37.2 %
Métaux du groupe du platine
(teneur en palladium) : 36.0 %
Concentrés minéraux de titane : 14.4 %
Diamant (industriel) : 9.8 %

Mozambique

Concentrés minéraux de titane : 19.8 %
Graphite : 6.4 %

Pays africains : production de minerais sélectionnés (2023)





Le modèle économique africain continue de reposer principalement sur l'exportation de produits de base non transformés ou semi-transformés

Uranium : Ensemble, la Namibie et le Niger représentent la majeure partie des exportations mondiales d'uranium brut (88.0 %).

Manganèse : Le Gabon domine les exportations mondiales de manganèse brut, avec 46.7 % du commerce mondial, suivi de près par l'Afrique du Sud avec 42.1 %.

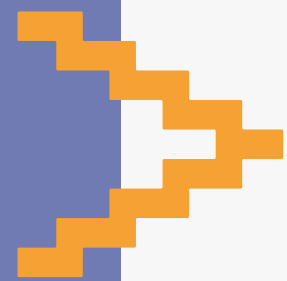
Phosphates : Le Maroc, l'Égypte et le Togo figurent parmi les cinq premiers exportateurs de phosphates bruts.



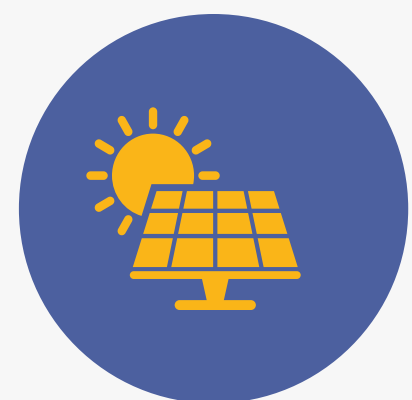
Une tonne de bauxite brute vaut 65 dollars, mais 2 335 dollars lorsqu'elle est transformée en aluminium (Prix 2023) ; 28.1 % de la production mondiale de bauxite provient de la Guinée



La part du continent dans l'industrie manufacturière mondiale est passée d'environ 3 % dans les années 1970 à moins de 2 % en 2020



Sources d'énergie renouvelables



60 % du potentiel mondial d'énergie solaire.

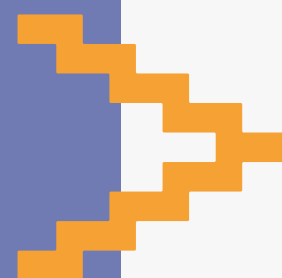


Seul 0.01 % du potentiel éolien du continent est exploité à ce jour.



Le potentiel d'énergie géothermique de la seule Afrique de l'Est est évalué à plus de 20GW.

1/5 (115TW) des systèmes géothermiques du monde se trouvent en Afrique, contre seulement 5 % en l'Europe (40TW).



Patrimoine biodiversité

L'Afrique est le berceau de:



1/4 des espèces
de mammifères



1/5 des espèces
d'oiseaux

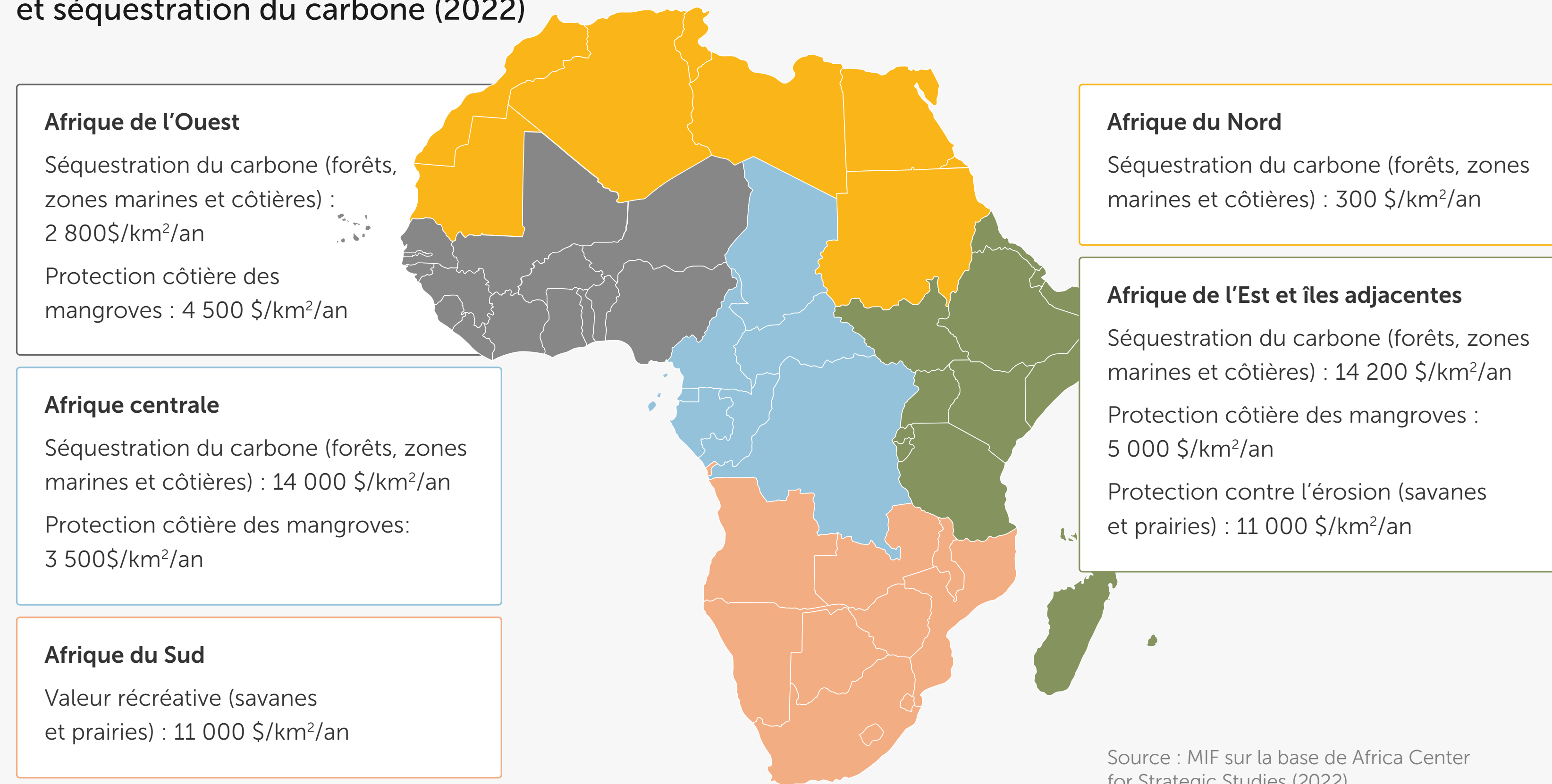


1/6 des espèces
végétales

Crédits biodiversité : actuellement
estimés à 8 millions de dollars, mais
la demande pourrait atteindre 69
milliards de dollars d'ici 2050.

Les plus importants réservoirs de carbone du monde : forêts, prairies, tourbières et mangroves d'Afrique

Régions africaines : valeur de la biodiversité et séquestration du carbone (2022)

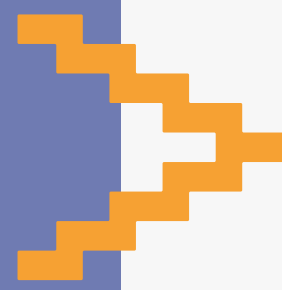


Les plus importants réservoirs naturels de carbone les plus importants de la Terre sont les forêts, les tourbières et les mangroves d'Afrique.

Les forêts africaines à elles seules absorbent 600 millions de tonnes de dioxyde de carbone chaque année, soit plus que n'importe quel autre écosystème forestier au monde.

L'Afrique abrite environ 1/6 des forêts restantes et 1/5 des mangroves du monde

Crédits carbone : L'Afrique n'utilise que 2 % de son potentiel annuel de crédits carbone. Le continent pourrait viser vendre plus de 100 milliards de dollars de crédits par an en 2050.



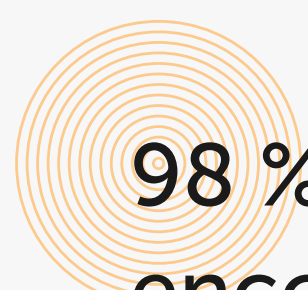
Le « potentiel bleu » du continent pourrait représenter jusqu'à 1 000 milliards de dollars par an

L'économie bleue du continent génère actuellement environ 300 milliards de dollars et 50 millions d'emplois.

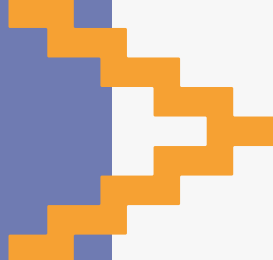
- Les secteurs de la pêche et de l'aquaculture en Afrique sont actuellement évalués à 24 milliards de dollars par an.
- Transport maritime : l'AfCFTA pourrait augmenter le commerce intra-africain de 33 %, le transport maritime jouant un rôle clé.
- Pays appelés à connaître une augmentation du trafic dans leurs ports d'ici 2030 : Comores, Gabon, Gambie, Ghana, Madagascar, Maurice, Mozambique, Namibie et Somalie.



Pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) : une perte annuelle évaluée à 1.3 milliard de dollars pour le continent



98 % du littoral africain encore inexploité pour l'industrie de la pêche



L'agriculture africaine : clé de la future sécurité alimentaire mondiale ?



65 % des terres arables mondiales non encore cultivées se situent en Afrique.



L'Afrique dépense encore 78 milliards de dollars par an pour l'importation de denrées alimentaires, un montant presque équivalent aux exportations alimentaires (81,4 milliards de dollars).

L'Afrique du Sud, la Côte d'Ivoire, l'Égypte et le Maroc sont les seuls pays africains à percevoir plus de 5 milliards de dollars par an en exportations alimentaires.



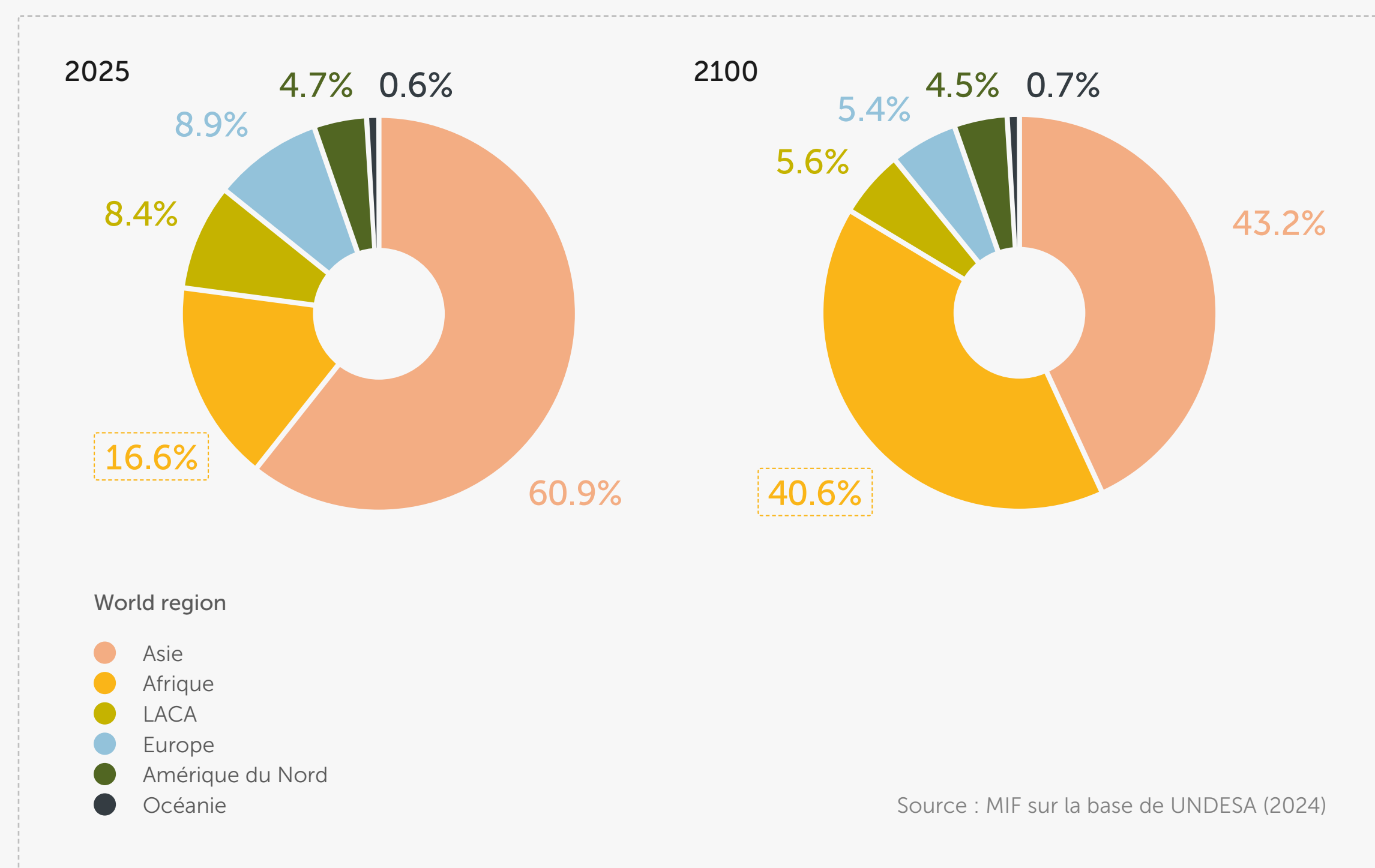
Environ 50 % de la production agricole en Afrique est perdue le long de la chaîne de valeur



Seulement 3 % de la production agricole est réfrigérée au premier kilomètre en Afrique subsaharienne

Progression de la population en âge de travailler en Afrique : esprit d'entreprise, production économique et croissance des recettes fiscales

Régions du monde : part de la population mondiale en âge de travailler (2025 & 2100)



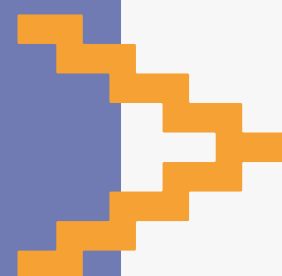
Près de 900 millions de personnes en Afrique en âge de travailler (15-64 ans), soit 16.6 % de la population mondiale en âge de travailler.

D'ici 2100, l'Afrique comptera 2.4 milliards de personnes en âge de travailler, comblant ainsi son écart avec l'Asie (2.6 milliards).

D'ici à 2100, le continent devra créer 20 millions d'emplois par an pour faire face à l'augmentation de la population en âge de travailler

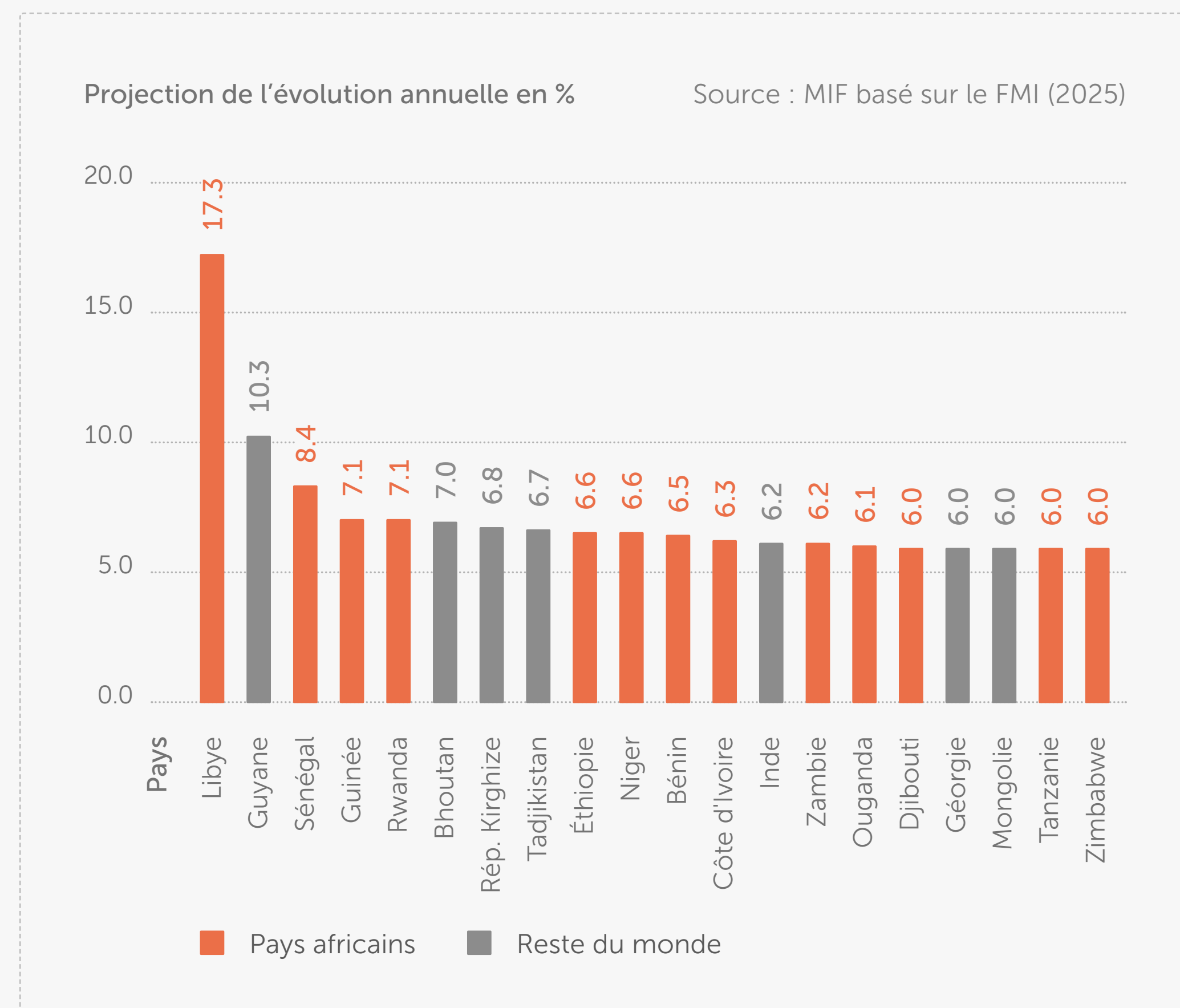
03.

Attirer les investissements en Afrique



L'attractivité des investissements en Afrique est tirée par trois facteurs

20 premiers pays : croissance du PIB réel (2025)



Facteur 1 : croissance rapide dans divers pays et secteurs : 13 des 20 premiers pays au monde en termes de croissance économique sont africains

Près de la moitié de la population du continent vit dans un pays où la croissance du PIB entre 2010 et 2019 a dépassé le taux moyen du continent

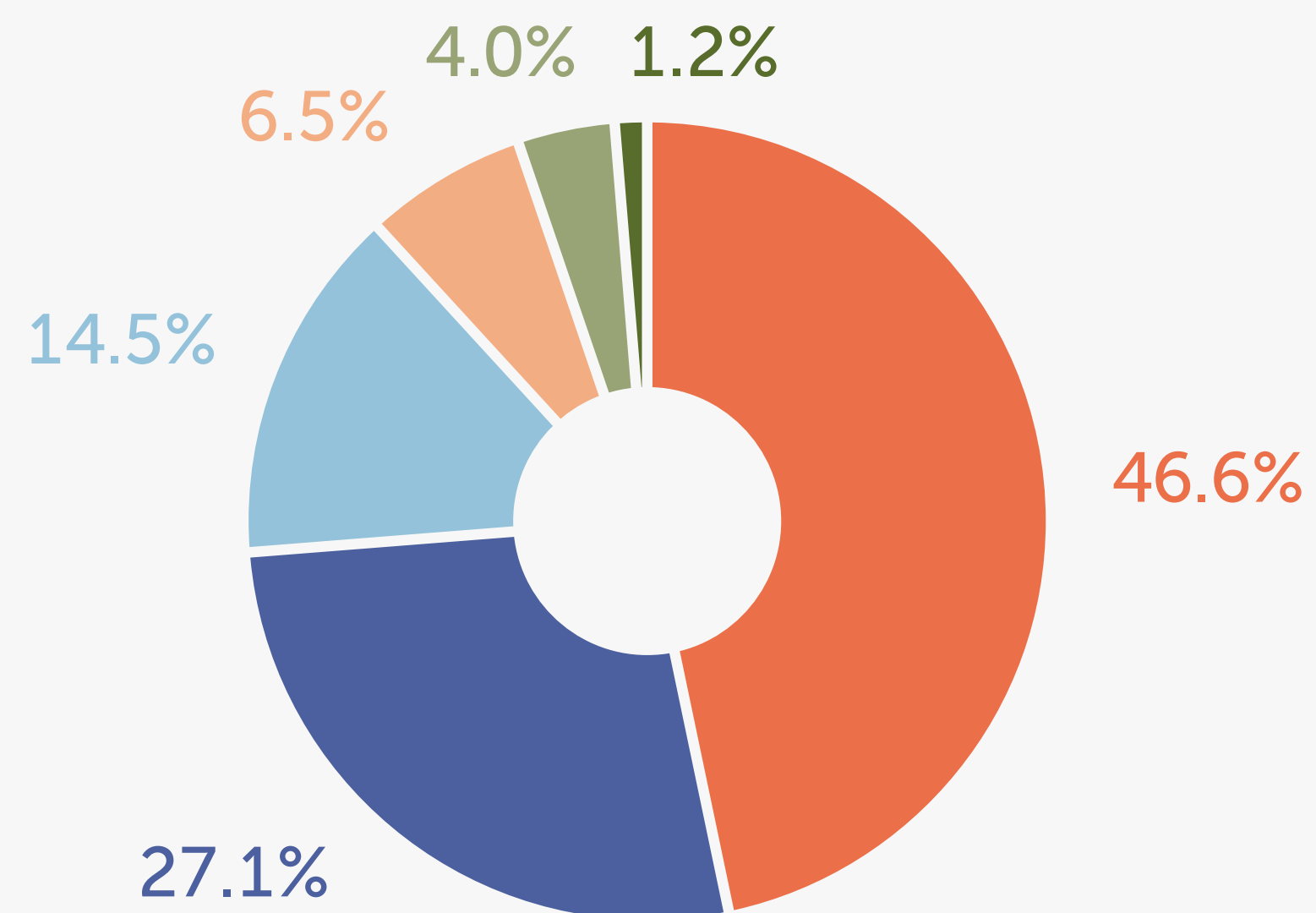
Facteur 2 : une classe de consommateurs en forte progression : d'ici 2030, 250 millions d'Africains pourraient la rejoindre, débloquant ainsi 3 000 milliards de dollars de dépenses

13 des 20 économies à plus forte croissance dans le monde sont africaines, avec en tête la Libye (17,3 %), le Sénégal (8,4 %), la Guinée et le Rwanda (7,1 %)

Facteur 3 : un secteur privé en plein essor, sous l'impulsion de jeunes entrepreneurs

Le paradoxe de l'investissement en Afrique : rendements les plus élevés, mais investissements les plus faibles

Régions du monde : part des entrées d'IDE (2023)



Région du monde

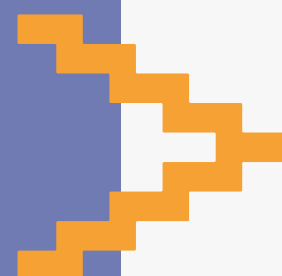
- Asie
- Amérique du Nord
- LACA
- Non attribué
- Afrique
- Europe

Source : MIF sur la base de la CNUCED (2023)

Le rendement des IDEs en Afrique entre 2006 et 2011 a atteint 11,4 %, nettement plus que la moyenne mondiale de 7,1 %.

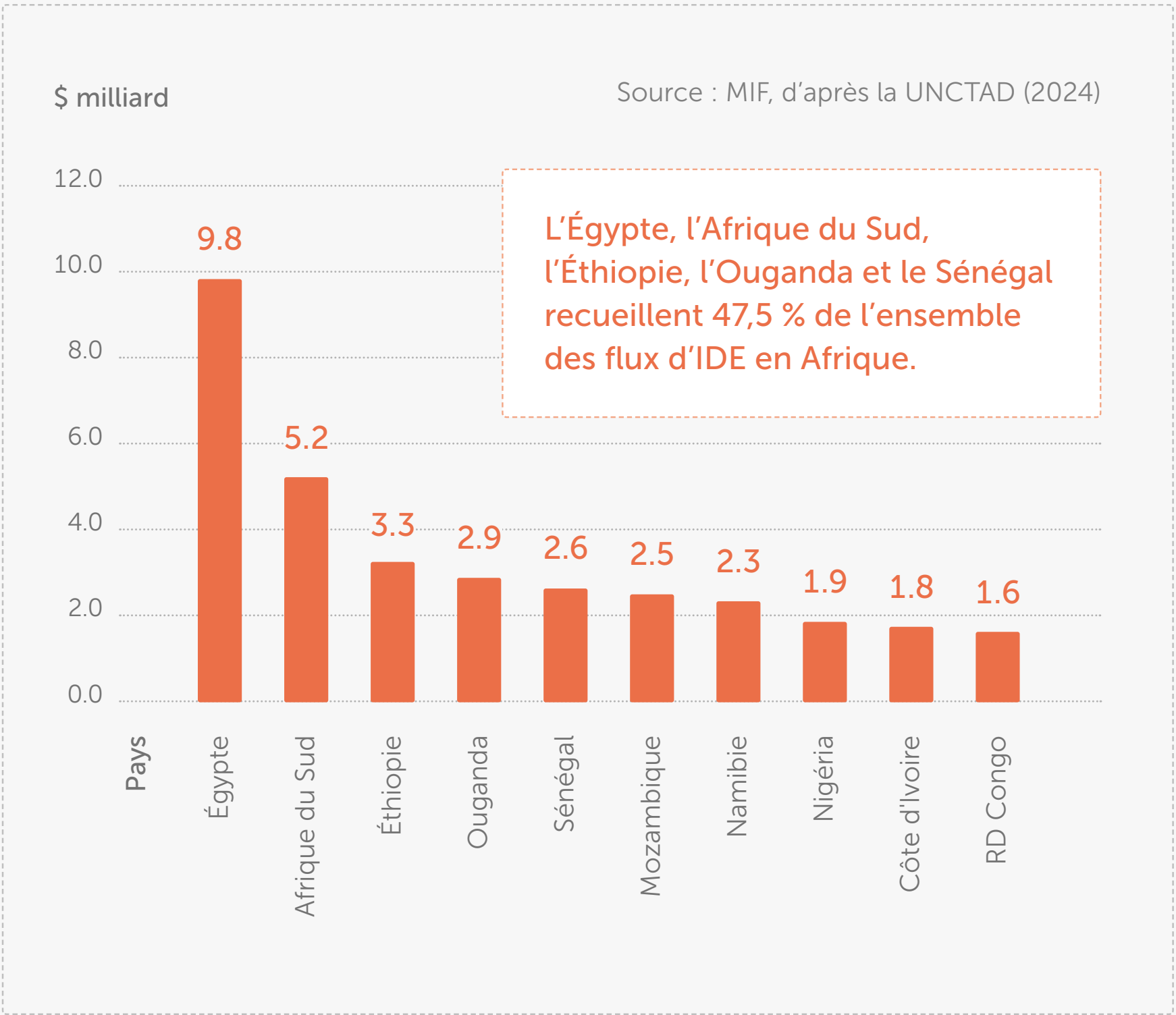
Si l'Europe reste la première source d'IDE en Afrique, depuis 2021, les pays du Golfe ont augmenté leurs investissements de manière significative

Les IDEs intra-africains ne représentent que 14% des IDE en Afrique

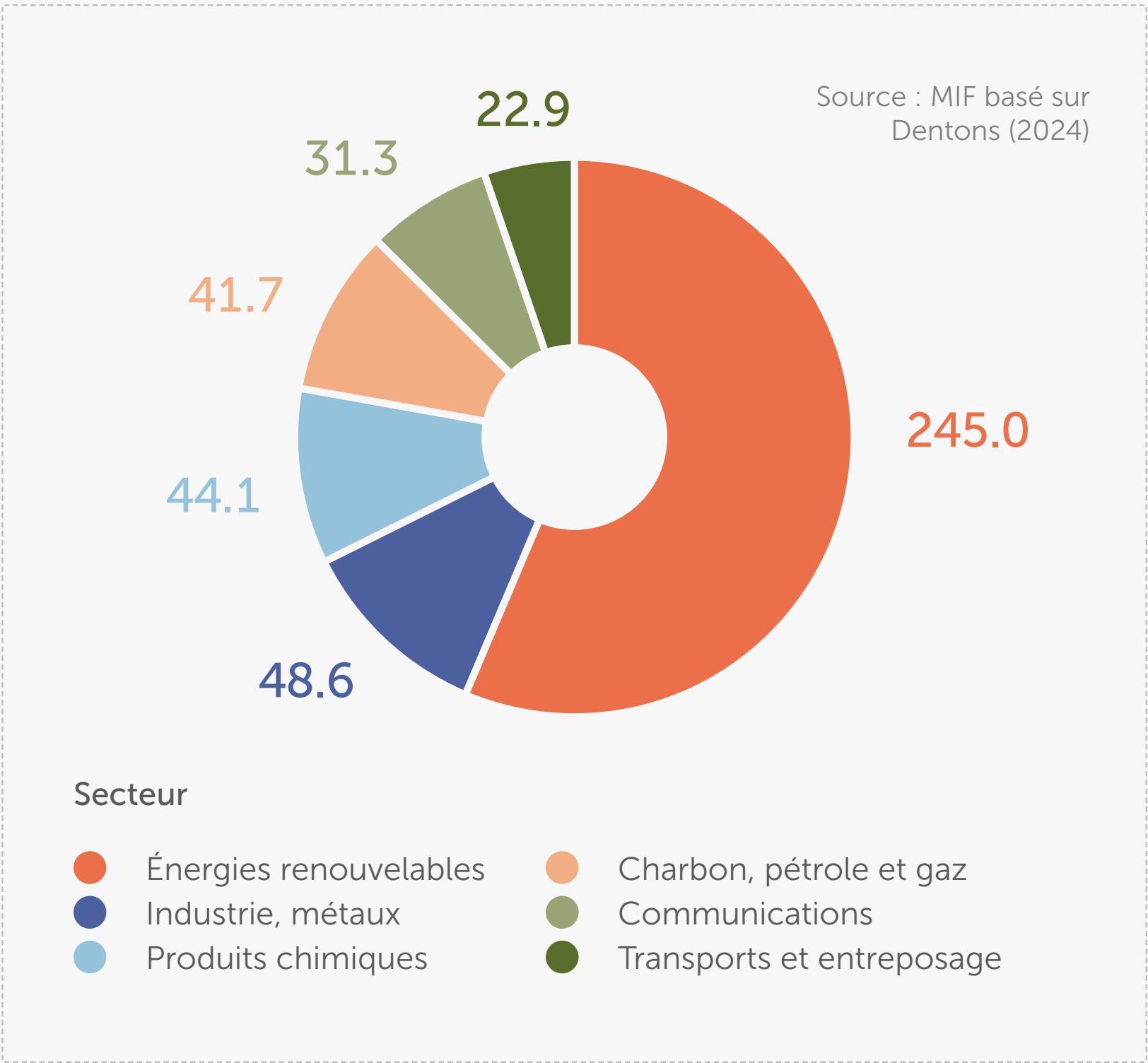


Les IDE restent concentrés sur quelques pays et quelques secteurs

Pays africains : 10 premiers bénéficiaires d'IDE (2023)

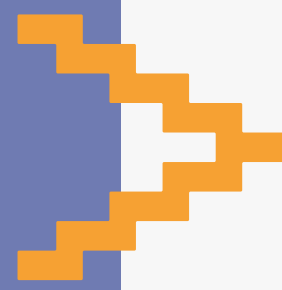


Secteurs sélectionnés : engagements IDE (milliards de dollars) (2019-2024)



Plus de la moitié des IDE investis en Afrique en 2023 sont allés à l'énergie renouvelable, pour une valeur globale de 83 milliards de dollars, suivie par les secteurs de l'industrie et des métaux

Les énergies renouvelables ont un retour sur investissement supérieur à 15 %



L'évaluation du risque africain : existe-t-il une « prime de risque » africaine ?

En 2025, sur les 36 pays africains notés par au moins une des trois grandes agences de notation, seuls deux sont notés comme des "investissements de qualité" - le Botswana et l'île Maurice.



En moyenne, entre 2012 et 2023, les pays en développement ont payé environ 200 points de base de plus pour le capital international que les pays développés

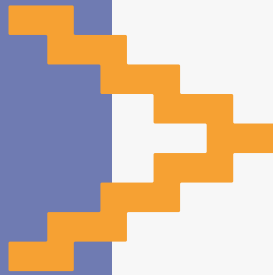


De 2011 à 2024, au moins 29 déclarations dans 12 pays africains contre les décisions des agences de notation

Donner la priorité à la bonne gouvernance et à des données fiables est essentielle

La gouvernance institutionnelle est un élément essentiel dans l'évaluation des agences de notation.

L'amélioration des capacités statistiques est essentielle pour renforcer à la fois la gouvernance et les notations. Les notations de crédit peuvent alors bénéficier de la complémentarité avec d'autres sources de données transparentes et fiables. Des données plus robustes signifient également qu'il y a moins de place pour les évaluations subjectives.



Évaluer les risques en Afrique : sur le continent, seuls 36 pays ont été notés par au moins l'un des « Big 3 »

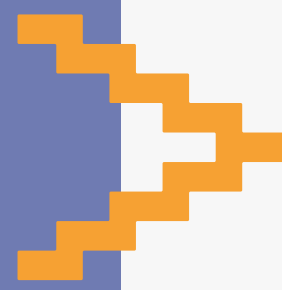
Sélection de pays africains : aperçu des notations de crédit des « Big 3 »

Pays	Moody's	S&P Global	Fitch Ratings
Botswana	A3 (négatif)	BBB+	N/A
Burkina Faso	N/A	CCC+	N/A
Cameroun	Caa1 (stable)	CCC+	B
Côte d'Ivoire	Ba2 (stable)	B-	BB-
RD Congo	B3 (stable)	B-	N/A
Égypte	Caa1 (positif)	B-	B
Éthiopie	Caa3 (stable)	SD	CCC-
Ghana	Caa2 (positif)	SD	RD
Kenya	Caa1 (positif)	B	B
Libye	N/A	N/A	B
Mali	Caa2 (stable)	B	B-
Maurice	Baa3 (négatif)	BBB-	N/A
Maroc	Ba1 (stable)	BB+	BB+
Mozambique	Caa2 (stable)	CCC+	CCC+
Namibie	B1 (positif)	N/A	BB-
Niger	Caa3 (stable)	N/A	N/A
Nigéria	Caa1 (positif)	B-	B-
Rwanda	B2 (négatif)	B+	B+
Sénégal	B3 (négatif)	B+	N/A
Seychelles	N/A	SD	BB-
Afrique du Sud	Ba2 (stable)	BB-	BB-
Tunisie	Caa1 (stable)	B	CCC+
Ouganda	B3 (stable)	B-	B+
Tanzanie	B1 (stable)	N/A	N/A
Zambie	Caa2 (positif)	SD	RD

Key

- Qualité de l'investissement
- Non noté
- En défaut
- RD Défaut restrictif
- SD Défaut sélectif

Source : MIF sur la base de Moody's (2025), S&P Global (2025) et Country Economy (2025)

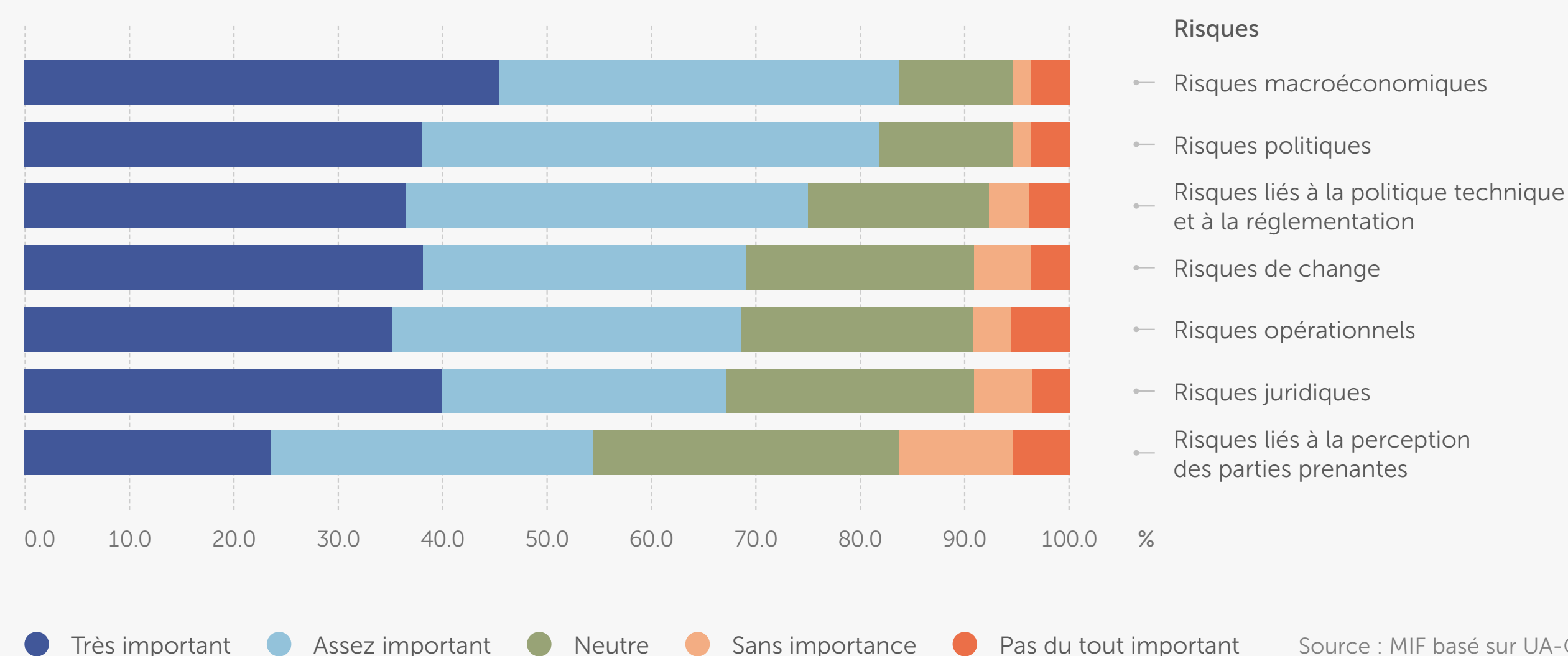


Garantir le risque africain : une nouvelle voie pour le partenariat financier ?

Les garanties de crédit à l'exportation sont un système dans lequel le gouvernement, en tant que tierce partie, atténue le risque en s'engageant à rembourser le prêteur en cas d'insolvabilité.

Selon une enquête de l'UA/OCDE, les risques macroéconomiques et politiques sont les principaux obstacles pour les investisseurs en Afrique, plus de 80 % des personnes interrogées les considérant comme « très » ou « assez importants ».

Investisseurs africains sélectionnés : importance des risques pour l'investissement dans les pays africains (2022)



Lancé en 2024, un nouveau guichet unique pour consolider les produits de garantie de la Banque mondiale, de l'AMGI et de la SFI devrait tripler l'activité de garantie du Groupe de la Banque mondiale pour atteindre plus de 20 milliards de dollars d'ici à 2030

Surmonter les défis monétaires de l'Afrique : l'intérêt d'une monnaie unique ?

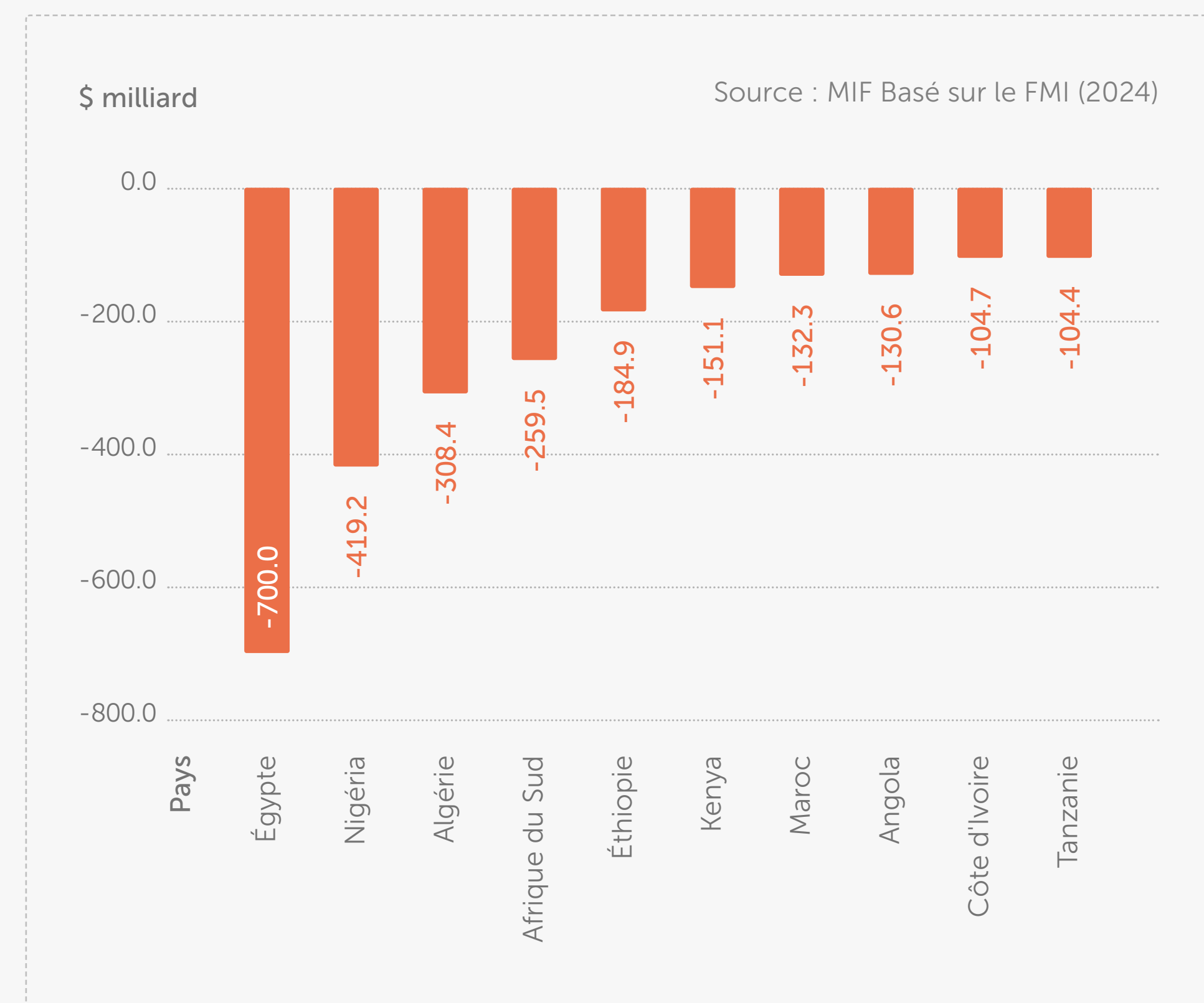
Seuls 12 % des paiements intra-africains ont été compensés sur le continent en 2017. La grande majorité des paiements intra-africains sont acheminés par l'intermédiaire de banques étrangères, ce qui signifie que les devises africaines doivent d'abord être échangées en dollars, en livres ou en euros, avant d'être échangées contre la devise du pays africain destinataire.

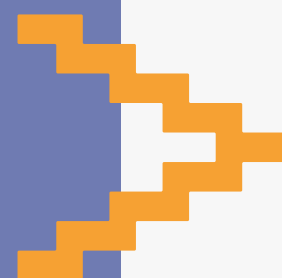
Ces dernières années, de nombreuses devises africaines se sont considérablement affaiblies par rapport au dollar américain

L'acheminement des paiements par l'intermédiaire de banques étrangères ajoute un coût supplémentaire de 5 milliards de dollars aux transactions intra-africaines

Sur les 10 devises les moins performantes au niveau mondial, cinq sont africaines, dont le kwacha zambien, le kwanza angolais et le naira nigérian

Pays africains : plus fortes baisses du PIB, ajustées à la parité de pouvoir d'achat (2020-2025)

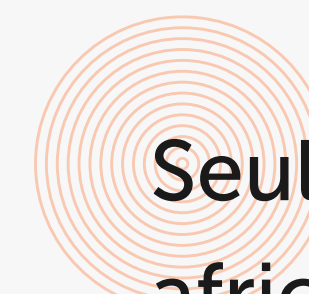




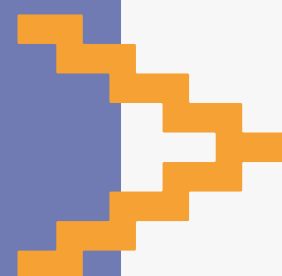
Union monétaire africaine : une étape essentielle vers la souveraineté monétaire



L'union monétaire avec une monnaie continentale unique est depuis longtemps à l'ordre du jour de l'UA - inspirée par le succès de l'euro de l'UE.

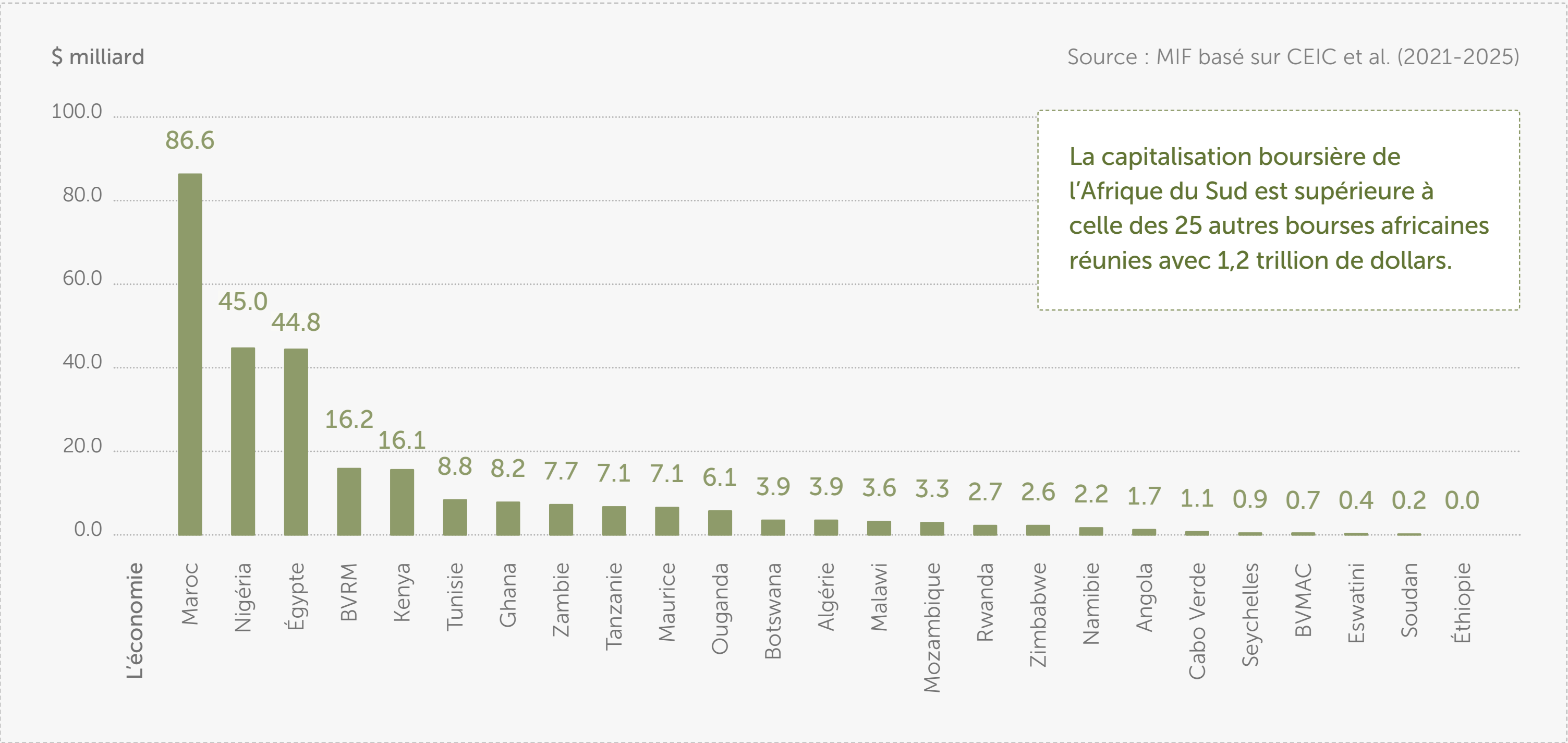


Seulement 39% des entreprises africaines utilisent des devises africaines pour financer leurs transactions transfrontalières, soit une perte conséquente par rapport aux 69 % de 2022



Bourses africaines : la capitalisation boursière reste limitée

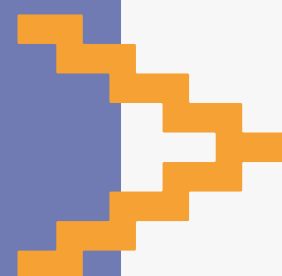
Sélection de pays africains (hors Afrique du Sud) : capitalisation boursière (dernière année de données disponibles)



37 pays africains sont actuellement couverts par au moins une bourse

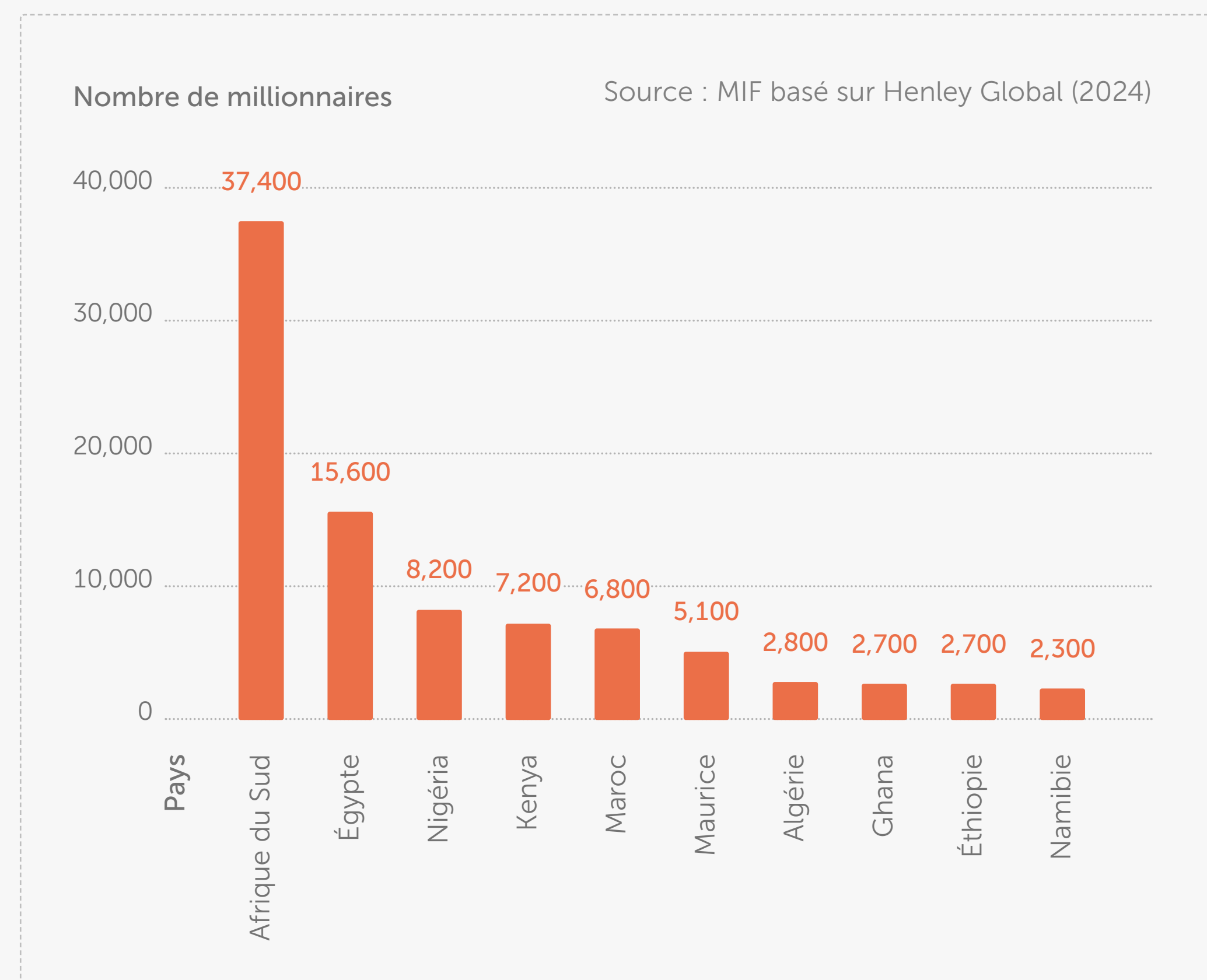
Les coûts de transaction élevés et les conditions d'admission à la cote limitent les bourses africaines

L'Afrique du Sud est le seul pays africain dont la capitalisation boursière figure parmi les 20 premières au monde, avec environ 1,3 % de la capitalisation boursière globale



Le patrimoine privé africain susceptible d'être investi sur le continent est déjà conséquent et s'accroîtra considérablement

Sélection de pays africains : nombre de millionnaires (2024)

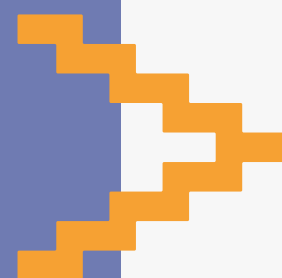


Selon le rapport 2024 Africa Wealth, les africains les plus fortunés possèdent 2,5 trillions de dollars d'actifs liquides liquide investissables. Cependant la part de ce patrimoine investi sur le continent reste limitée.

Au cours de la prochaine décennie, le nombre de millionnaires africains pourrait augmenter de 65 %.



L'investissement d'Aliko Dangote dans les capacités de raffinage de son propre pays s'élèvent à 25 milliards de dollars depuis 2017



L'accélération de l'intégration continentale de l'Afrique est essentielle pour tirer parti de son potentiel

Une fois mis en œuvre, l'AfCFTA a le potentiel de propulser l'Afrique dans une nouvelle ère financière.

L'élimination des droits d'importation pourrait majorer le commerce intra-africain de 52,3 %. L'élimination des barrières tarifaires moyennes de 6,1 % pourrait doubler encore ce volume.

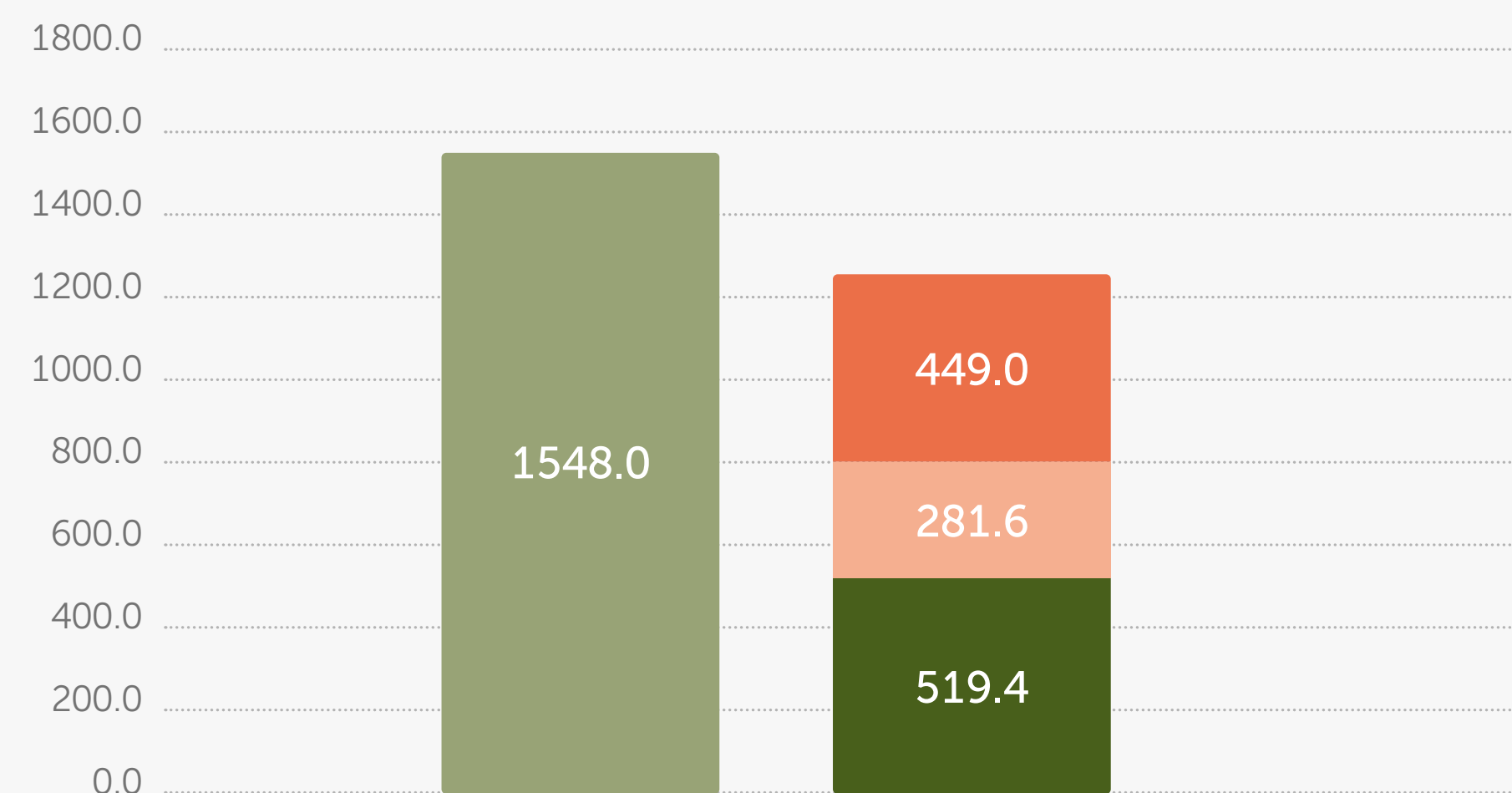
La mise en œuvre complète de l'AfCFTA pourrait majorer les IDE intra-africains de 68 % et pourrait permettre à l'économie africaine d'atteindre 29 000 milliards de dollars d'ici 2050.



L'UE est née de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). La construction d'un bloc cohésif fondé sur la propriété et le commerce des minerais serait un pas en avant décisif

Accords de libre-échange sélectionnés : population totale (2025)

Population (million)



Accord de libre-échange

● AfCFTA ● EU ● MERCOSUR* ● USMCA

* Le Venezuela est actuellement suspendu du MERCOSUR.

Source : CMI basée sur la Commission de l'UA (2025), l'UE (2025), le MERCOSUR (2025), Office of the US Trade Representative (2025) et UNDESA (2024)